

**République Centrafricaine  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ELEVAGE**

-----  
**Agence Nationale  
pour le Développement de l'Elevage**

**Projet PARC-RCA  
7 ACP RPR 396 PARC**

**Union Européenne**

-----  
**Délégation de la Commission  
des Communautés Européennes  
en République Centrafricaine**

## **MISSIONS D'APPUI VOLET 1**



### **Evaluation à mi-parcours (marché « Assistance Technique Mission d'Appui » ANDE/CIRAD-EMVT)**

**A. Martin**

**Rapport n° 98-003**

**Décembre 1997**



**CIRAD-EMVT  
Département Elevage et Médecine  
Vétérinaire du CIRAD  
Campus International de Baillarguet  
B.P. 5035  
Montferrier-sur-Lez  
34032 Montpellier Cedex 1**

CIRAD-EMVT 1998

Tous droits de traduction, de reproduction par tous procédés,  
de diffusion et de cession réservés pour tous pays.

**AUTEUR : A. MARTIN**

**ACCÈS au DOCUMENT :**  
Service Documentation du CIRAD

**ORGANISME AUTEUR :**  
CIRAD-EMVT

**ACCÈS à la RÉFÉRENCE du**  
**DOCUMENT :**  
Libre

**ETUDE FINANCÉE PAR :**  
UNION EUROPEENNE

**REFERENCE :** Contrat d'assistance technique – Mission d'appui ANDE/CIRAD-EMVT  
notifié le 26 décembre 1996

**AU PROFIT DE : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**TITRE : MISSION D'APPUI – VOLET 1**  
**Evaluation à mi-parcours (marché « Assistance Technique**  
**Mission d'Appui ANDE/CIRAD-EMVT)**

**TYPE D'APPROCHE :** Mission d'appui du 25 novembre au 10 décembre 1997

**DATE et LIEU de PUBLICATION :** Décembre 1997 - Montpellier

**PAYS ou RÉGIONS CONCERNÉS :** CENTRAFRIQUE

**MOTS-CLEFS :** Evaluation, projet santé animale, campagne antipestique,  
épidémiosurveillance, groupement

**RÉSUMÉ :**

La mission à mi-parcours du projet PARC-RCA a permis de faire un diagnostic de la situation après les retards au démarrage du projet.

L'évaluation a porté sur les aspects institutionnels et organisationnels, sur les volets techniques et sur l'exécution financière.

Au regard des contraintes du projet, de son insertion dans le projet PDEGP et du contexte régional de lutte contre la Peste Bovine, la mission a fait des propositions pour la poursuite du projet.

Celle-ci sera toujours axée sur la mise en place d'un cordon sanitaire, d'un réseau de surveillance épidémiologique, la poursuite de campagnes de vaccination et la programmation de nouvelles missions notamment dans le cadre de la mise en place d'un processus de privatisation de la profession vétérinaire.

**PROJET PARC RCA**  
**« MISSIONS D'APPUI » VOLET 1**



## *Liste des sigles utilisés*

<b>ANBC</b>	Association Nationale des Bouchers Centrafricains
<b>ACCB</b>	Association Centrafricaine des Commerçants de Bétail
<b>ANDE</b>	Agence Nationale pour le Développement de l'Elevage
<b>ANEC</b>	Association Nationale des Eleveurs Centrafricains
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>CEA-SA</b>	Cellule Etude Action - Santé Animale
<b>CIC</b>	Comité Interprofessionnel de Coordination
<b>CFD</b>	Caisse Française de Développement
<b>DAM</b>	Direction de l'Animation Mutualiste
<b>DP</b>	Devis Programme
<b>DRC</b>	Direction Régionale Centre
<b>DRO</b>	Direction Régionale Ouest
<b>DRE</b>	Direction Régionale Est
<b>DSA</b>	Direction de la Santé Animale
<b>FAC</b>	Fonds d'Aide et de Coopération
<b>FELGIP</b>	Fédération Locale de Groupements d'Intérêts Pastoral
<b>FIDE</b>	Fonds Interprofessionnel de Développement de l'Elevage
<b>FNEC</b>	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains
<b>GIAP</b>	Groupement d'Intérêt Agro-Pastoral
<b>GIP</b>	Groupement d'Intérêt Pastoral
<b>MAE</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
<b>PB</b>	Peste Bovine
<b>PPCB</b>	Péripneumonie Contagieuse Bovine
<b>PPR</b>	Peste des Petits Ruminants
<b>OAU/IBAR</b>	Organization of African Unity/Inter-African Bureau for Animal Resources
<b>OIE</b>	Office International des Epizooties
<b>PANVAC</b>	Pan African Veterinary Vaccine Centre
<b>PARC</b>	Pan African Rinderpest Campaign
<b>PDEGP</b>	Projet de Développement de l'Elevage et de Gestion des Parcours
<b>PNDE</b>	Projet National de Développement de l'Elevage
<b>PIN</b>	Programme Indicatif National
<b>PIR</b>	Programme Indicatif Régional
<b>UC</b>	Unité de Coordination (Nairobi)
<b>UCTF</b>	Unité de Coordination Technique et Financière du FIDE

# SOMMAIRE

## AVANT - PROPOS

## RESUME

### PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC DE LA SITUATION

#### 1 – CONTEXTE

1. 1 - Historique du projet.....	3
1. 2 - Politique du gouvernement/politique sectorielle.....	3
1. 3 - Caractéristiques du secteur .....	4
1. 4 - Bénéficiaires et acteurs principaux.....	5
1. 5 - Problèmes résolus/problèmes à résoudre.....	5
1. 6 - Autres interventions.....	6
1. 7 - Documentation disponible.....	7

#### 2 – INTERVENTION

2. 1 - Objectifs globaux .....	8
2. 2 - Objectifs spécifiques.....	8
2. 3 - Résultats attendus.....	8
2. 4 - Activités exécutées/activités à exécuter .....	8

#### 3 - HYPOTHESES

3. 1 - Hypothèses aux différents niveaux.....	9
<u>3.1.1 - Au niveau gouvernemental</u> .....	9
<u>3.1.2 - Au niveau des structures d'exécution</u> .....	9
<u>3.1.3 - Au niveau de la coordination</u> .....	9
3. 2- Risques et flexibilité .....	10

#### 4 - MISE EN OEUVRE DU PROJET

4. 1 - Moyens physiques et non physiques .....	10
<u>4.1.1 - Les ressources humaines</u> .....	10
<u>4.1.2 - Les relations institutionnelles</u> .....	10
<u>4.1.3 - La logistique</u> .....	11
4.2 - Organisation, procédures et modalités d'exécution.....	11
<u>4.2.1 - l'organisation du projet</u> .....	11
<u>4.2.2 - les procédures de mise en oeuvre</u> .....	12
<u>4.2.3 - L'exécution technique du volet 1 : Renforcement des services de santé animale et installation d'un cordon sanitaire</u> .....	12
<u>4.2.4 - L'exécution technique du volet 2 : Appui aux associations d'éleveurs et amélioration de la distribution des intrants</u> .....	14

4. 3 - Coûts, plan de financement et niveau d'exécution financière du projet.....	15
4.3.1 - <i>Coûts du projet</i> .....	15
4.3.2 - <i>Plan de financement</i> .....	15
4.3.3 - <i>Exécution financière du projet</i> .....	15
1.- Le budget .....	17
2.- Utilisation budgétaire.....	17
3 - Les décaissements.....	19
4 - Le compte spécial du FIDE.....	21
<b>5 - SUIVI ET EVALUATION.....</b>	<b>21</b>
<b>6 - PREPARATION D'UNE NOUVELLE PHASE DU PROGRAMME PARC .....</b>	<b>22</b>
<b>7 - CONCLUSIONS .....</b>	<b>22</b>

<b>DEUXIEME PARTIE : PROPOSITIONS POUR LA POURSUITE DU PROJET</b>
---

<b>I - CADRE DU PROJET .....</b>	<b>25</b>
I.1 - Cadre général .....	25
I.2 - Insertion institutionnelle du projet PARC-RCA .....	25
I.3 - Organisation et procédures d'exécution .....	25
<b>II - OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES.....</b>	<b>26</b>
II.1 - La Coordination.....	26
II.1.1 - <i>Définition de la Coordination</i> .....	26
II.1.2 - <i>Les tâches de la Coordination</i> .....	26
II.2 - Le système national de surveillance épidémiologique.....	29
II.3 - L'organisation des campagnes de vaccination contre la PB et la PPCB.....	32
II.3.1 - <i>Le renforcement des moyens</i> .....	33
II.3.2 - <i>Le marquage des animaux</i> .....	33
II.3.3 - <i>La sérosurveillance</i> .....	33
II.3.4 - <i>La sensibilisation et la communication</i> .....	33
II.3.5 - <i>Les formations</i> .....	34
II.4 - L'orientation vers le démarrage du « processus de privatisation de la profession » .....	34
II.4.1 - <i>Justificatifs</i> .....	34
II.4.2 - <i>Mise en oeuvre</i> .....	36
II.5 - Les missions d'appui.....	38
1) - Mission Sensibilisation et Communication .....	38
2) - Mission Diagnostic de Laboratoire .....	38
3) - Mission Epidémiologie et Séro surveillance et Contrôle du Cordon Sanitaire .....	38
4) - Mission d'Evaluation du volet n°1 du Projet PARC .....	39
5) - Mission hors marché .....	39

# **ANNEXES**

## **ANNEXE 1**

Chronogramme du projet

## **ANNEXE 2**

Termes de référence des missions et profil des experts

## **ANNEXE 3**

Présentation des experts

## **AVANT PROPOS**

Dans le cadre du contrat « d'Assistance Technique-Missions d'appui », notifié par le Directeur Général de l'ANDE au CIRAD-EMVT le 26 décembre 1996 et fixant un certain nombre de missions d'appui au volet 1 du projet PARC-RCA, la première mission s'est déroulée du 18 novembre au 9 décembre 1997, conduite par Monsieur André Martin, docteur vétérinaire et Monsieur Alain Le Masson, ingénieur agronome, spécialiste des organisations paysannes, de la communication et de la sensibilisation.

Les événements successifs de la RCA ayant retardé le démarrage du projet PARC, il a été convenu de réaliser la première mission d'appui à la sensibilisation /communication, avec A. Le Masson qui a séjourné en RCA du 18 novembre au 9 décembre et de faire une évaluation de la situation actuelle du projet, avec A. Martin qui a séjourné dans le pays du 25 novembre au 9 décembre.

Cette mission d'évaluation a permis de faire un bilan de la situation actuelle du projet à partir de laquelle des recommandations sont déjà faites dans le cadre de la préparation de la prochaine phase du programme PARC à l'échelon continental, mais de faire également des propositions pour la poursuite du projet national. Les missions d'appui qui avaient été programmées en début de projet ont été reconsidérées dans le cadre de cette mission, certaines ont été confortées dans leur programmation et leur termes de référence, d'autres allégées et de nouvelles missions sont proposées.

La mission a été reçue par le directeur général du FIDE, le directeur général de l'ANDE, le secrétaire général de la FNEC et le Coordinateur National du projet PARC qui a accompagné les missionnaires tout au long de leur séjour. Elle a pu également longuement s'entretenir avec les directeurs et les différents responsables techniques de l'ANDE et de la FNEC. Enfin la mission a rencontré la Délégation de l'Union Européenne, la Mission Française de Coopération et la Représentation de la Banque Mondiale.

A. Le Masson s'est rendu dans l'Est accompagné de l'assistant du directeur général adjoint de l'ANDE, puis dans le Centre pour évaluer, dans ces deux régions, l'impact de la sensibilisation sur la campagne en cours. Il est ensuite allé dans le Nord pour initier les actions de sensibilisation avant le démarrage de la campagne dans cette zone. Enfin les deux experts ont visité ensemble les régions Centre et Ouest, représentant près de soixante quinze pour cent du cheptel centrafricain .

Une mission de restitution a eu lieu en fin de séjour dans les locaux du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, présidée par le chargé de mission en élevage, le docteur Basile Erepe, en présence des cadres du ministère, des responsables techniques des différents services et des représentants des bailleurs de fonds. Cette réunion a permis, par les réactions faites aux propositions de la mission, d'enrichir les éléments qui seront proposés dans le rapport.

La mission tient à exprimer ses remerciements à l'ensemble des personnels rencontrés dans le cadre de cette étude pour leur aide et leur disponibilité et remercie tout particulièrement le docteur Guillaume Kondolas pour sa contribution au bon déroulement de cette mission.



## RESUME

1. Dans le cadre du contrat « d'Assistance Technique-Missions d'appui », notifié par le Directeur Général de l'ANDE au CIRAD-EMVT et fixant un certain nombre de missions d'appui au volet 1 du projet PARC-RCA, une première mission s'est déroulée du 18 novembre au 9 décembre 1997, conduite par Monsieur André Martin, docteur vétérinaire pour réaliser une évaluation à mi-parcours du projet PARC-RCA.
2. En République Centrafricaine, le sous-secteur élevage avec 12% environ du PIB total, représente environ le tiers du PIB agricole. L'élevage bovin, avec 2 millions de têtes environ, représente l'essentiel de la production nationale, les petits ruminants, dont les estimations de 1992 fixent leur nombre à plus de 200 000 ovins et près de 1 500 000 caprins, existent sur tout le territoire. Les porcins avec un peu moins de 150 000 têtes sont presque exclusivement en élevage villageois et l'aviculture, villageoise, améliorée et moderne représente environ 5 millions de têtes.
3. Cette étude est présentée en deux parties : un diagnostic de la situation du projet et des propositions de réaménagement pour sa poursuite dont l'échéance est fixée, en principe à mi-1999 et dans l'attente d'une nouvelle phase du programme régional du PARC sur le 8ème FED.

## LE DIAGNOSTIC DU PROJET PARC RCA

1. La convention de financement, signée en mars 1995 sur le 7ème FED, pour un montant total de 1,8 millions d'ECU, était bâtie autour de deux volets :
  - le volet 1 : Renforcement des services de santé animale et installation d'un cordon sanitaire dans le Nord du pays, pour un coût approximatif de 800 millions de F.CFA, hors imprévus et son exécution est confiée à l'ANDE ;
  - le volet 2 : Appui aux associations d'éleveurs et amélioration de la distribution des intrants, pour un coût approximatif de 250 millions de F.CFA, hors imprévus et son exécution confiée à la FNEC.
2. Seul le volet 1 était concerné par la mission. Son exécution est assurée par une coordination nationale, confiée au début du projet au DG de l'ANDE, puis au DSA et tout récemment au responsable du service d'épidémiosurveillance. Cette coordination est composée d'une équipe légère de trois personnes et d'un assistant technique mis en place par la coopération française.



3. Les activités techniques devaient être coordonnées par le projet et exécutées avec les responsables techniques des différents services de l'ANDE. Mais depuis le début du projet, les événements politiques et les changements au niveau de la coordination ont fait que le projet a souffert de l'absence d'une structure de pilotage, que les responsabilités étaient multiples et la délégation du FED a dû jouer un rôle d'arbitre notamment dans la mobilisation des fonds.

4. L'exécution technique du volet 1 montre globalement :

1. un suivi insuffisant de l'exécution des campagnes, s'expliquant par une difficile coordination avec les agents de la DSA et des directions régionales et l'absence de l'assistant technique qui vient seulement de rejoindre le projet ;
2. aucune activité de séro-surveillance et aucun moyen de diagnostic n'est venu renforcer les laboratoires ;
3. en dehors de la production d'un document précisant les modalités de mise en place d'un réseau d'alerte, les activités de mise en place d'un tel réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine n'ont pas démarré ;
4. en dehors de deux formations ayant eu lieu en tout début de projet, aucun agent n'a bénéficié de nouvelles formations.

5. L'évaluation de l'exécution financière montre que la convention de financement signée le premier mars 1995, l'était pour un montant total de 1,8 million d'ECU, soit un peu plus de 1,150 milliard de F.CFA<sup>1</sup>, avec deux financements :

- le projet n° 7 ACP RPR 376, pour un montant de 1 200 000 ECU sur PIR et,
- le projet n° 7 ACP CA, pour un montant de 600 000 ECU sur PIN.

A la date de la mission, en principe en fin d'année 2, les engagements, au niveau de la Délégation, étaient de l'ordre de 90 % engagés sur le PIR et près de 40 % sur le PIN.

Les activités en cours du projet PARC ont été budgétisées et exécutées ainsi :

- 280 millions programmés sur « marché sur appel d'offre international » (sous gestion directe de l'UE) et exécutées à hauteur de 70 % ;
- 85 millions programmés sur la rubrique « infrastructures » et engagés dans le cadre du devis programme « infrastructures » à hauteur de 95 millions ; avec une réalisation de seulement 16 % ;
- 100 millions programmés et engagés en totalité sur « fonds spéciaux » pour des besoins éventuels d'intervention d'urgence, restant disponibles dans leur totalité ;
- 78 millions programmés et 75 engagés, dans le cadre d'un marché ANDE/CIRAD-EMVT pour des missions d'appui et dont l'exécution en est qu'à son début ;

---

<sup>1</sup> 1 ECU = 650 F.CFA



- enfin près de 400 millions ont été programmés pour le fonctionnement du projet et les réunions de coordination, dont 165 millions ont été engagés avec le DP n°1 et réalisés à hauteur de 64 % et 150 millions engagés avec le DP n°2, en cours de démarrage et exécutés à hauteur de 20 %.

Globalement, malgré des retards significatifs dans le démarrage des activités, dus aux événements socio-politiques qu'a connu le pays ces deux dernières années et à certaines difficultés de gestion entre la coordination nationale et le bailleur de fonds, le niveau des engagements et des paiements traduit un niveau relativement satisfaisant dans le fonctionnement du projet et un encouragement pour sa poursuite.

## **PROPOSITIONS POUR LA POURSUITE DU PROJET**

1. Le prochain programme, financé sur le 8<sup>e</sup> FED, pourrait être un projet de santé animale basé sur des réseaux de surveillance épidémiologique avec un volet fort de lutte contre la peste bovine. Aussi la mission propose un réaménagement de la convention nationale en cours visant à consolider les acquis du projet et en intégrant les recommandations de cet éventuel futur programme. Le renforcement du volet 1 se fera autour des activités en cours et en y introduisant une nouvelle orientation visant à la mise en place d'un environnement favorable au lancement du processus de privatisation de la profession vétérinaire.
2. L'insertion institutionnelle de la coordination sera confortée et une structure de pilotage sera mise en place. Les tâches de la coordination selon le cadre logique sont présentées dans le rapport avec ses objectifs, ses résultats et ses activités. La coordination aura notamment à réaliser :
  - la mise en place du comité de pilotage,
  - le devis programme n°3 dans les meilleurs délais,
  - mettre en place les outils nécessaires au suivi-évaluation en élaborant des tableaux de bord technique et financier,
  - la programmation des formations,
  - l'inventaire des équipements pour redéfinir les investissements nécessaires.
3. Le volet santé animale comprend plusieurs composantes qui devront être confortées :
  - le système national d'alerte et de surveillance épidémiologique,
  - l'organisation des campagnes de vaccination contre la PB et la PPCB.

La description de ces composantes est faite dans un tableau selon le cadre logique et présente les objectifs, les résultats et les activités devant être conduites. Parmi celles-ci, sont rappelés :

- le renforcement des campagnes de sensibilisation,
- le renforcement en moyens, en moyens de fonctionnement, les infrastructures et les équipements,
- l'organisation et la formation du réseau de surveillance épidémiologique,



- les recommandations pour la mise en place du cordon sanitaire,
- la poursuite et le renforcement des campagnes de vaccination,
- l'élaboration d'un plan d'intervention d'urgence.

4. Le projet se préoccupera du démarrage du thème de la privatisation de la profession vétérinaire qui jusque là avait été écarté pour différentes raisons. L'objectif étant d'accroître la mise à disposition de tous les éleveurs, des médicaments mais également des services et des prestations vétérinaires.

Le résultat attendu sera en premier lieu la mise en place d'un environnement législatif favorable à ce processus.

5. Les missions d'appui prévues dans le cadre d'Assistance Technique-Missions et d'autres missions, sont proposées, certaines seront légèrement réorientées conformément à la situation en cours du projet et de nouvelles missions identifiées. Le rapport en précise les termes de référence et le chronogramme.



***PREMIERE PARTIE***  
***DIAGNOSTIC DE LA SITUATION***



# 1 - CONTEXTE

## 1. 1 - Historique du projet

Les programmes PARC sous Lomé III et Lomé IV n'ont pas inclus la République Centrafricaine dont les activités de lutte contre la peste bovine et la péripneumonie contagieuse bovine étaient prises en charge par le Programme National de Développement de l'Elevage (PNDE). Dans le début des années 1990, le risque de peste bovine pour les troupeaux de RCA et pour les pays d'Afrique de l'Ouest étant toujours réel, un projet PARC-RCA a été proposé au financement du FED et accepté par le Comité du FED fin 1994.

Une convention entre la Commission des Communautés Européennes et la RCA a été signée en mars 1995 pour un montant total de 1,8 millions d'ECU (soit un peu plus de 1,150 milliard de F.CFA<sup>1</sup>), et pour une durée de quatre ans, le projet étant bâti autour de deux volets :

- le volet 1 : Renforcement des services de santé animale et installation d'un cordon sanitaire dans le Nord du pays, pour un coût approximatif de 800 millions de F.CFA, hors imprévus ;
- le volet 2 : Appui aux associations d'éleveurs et amélioration de la distribution des intrants, pour un coût approximatif de 250 millions de F.CFA, hors imprévus.

1,2 million d'ECU sont mobilisé sur le Programme Indicatif Régional (PIR) et 0,6 million d'ECU sur le Programme Indicatif National (PIN).

## 1. 2 - Politique du gouvernement/politique sectorielle

Terre d'accueil pour les éleveurs transhumants venant du Cameroun, du Tchad ou du Soudan depuis plusieurs décennies, la RCA a mis en place une politique de soutien et de développement de l'élevage qui s'est traduite, jusque dans le début des années 1990 par une augmentation des effectifs bovins et la concrétisation d'un véritable élevage pastoral représentant l'une des principales richesses du pays.

Les efforts accomplis pour améliorer la qualité des services fournis, ont permis à ces éleveurs de se sédentariser et de développer dans leur nouveau milieu, des pratiques culturelles adaptées. On a assisté ainsi en dix ans, à un accroissement des effectifs bovins, passés de 1980 à 1990, de moins de un million de têtes à plus de deux millions, accroissement associé à une évolution de la typologie des éleveurs, d'éleveurs purs vers des éleveurs-agriculteurs ou des agro-éleveurs.

Ainsi la stratégie du gouvernement en faveur de l'élevage visait à :

- accroître l'intégration des éleveurs et des agriculteurs, à permettre à ces derniers de développer leur propre élevage et de diversifier leurs sources de revenu ;
- augmenter la productivité des troupeaux en intervenant sur les contraintes en santé et nutrition animale et en améliorant leur intégration dans l'économie nationale tout en développant une gestion durable des ressources naturelles ;

---

<sup>1</sup> 1 ECU = 650 F.CFA

- prendre en considération les besoins spécifiques des éleveurs les plus pauvres pour les inciter à se sédentariser et en les incitant à renforcer leurs organisations professionnelles.

Une décision très positive de la politique sectorielle Centrafricaine a été la création du Fonds Interprofessionnel de Développement de l'Élevage (FIDE), représentant l'institution financière du sous-secteur, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Chargé de la collecte des taxes et des redevances de l'ensemble de la filière, le FIDE assure la centralisation des financements extérieurs, leur gestion, leur affectation et le suivi de leur exécution, lorsqu'ils sont confiés aux différents opérateurs de la filière.

Le secteur élevage centrafricain s'est caractérisé par une politique très dynamique, conduite dans le cadre de **l'organisation professionnelle** et la création de la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC), qui a remplacé en 1986 l'ancienne Association Nationale des Eleveurs Centrafricains (ANEC). La FNEC est un acquis très important de ces dernières années, elle compte plus de 250 Groupements d'Intérêt Pastoral (GIP) et de Groupements d'Intérêt Agro-Pastoral (GIAP), dont certains sont regroupés en FELGIP, le tout représentant plus de 5 600 adhérents. L'organisation professionnelle a concerné également les autres opérateurs de la filière avec l'Association Nationale des Bouchers Centrafricains (ANBC) et l'Association Centrafricaine des Commerçants de Bétail (ACCB).

### 1. 3 - Caractéristiques du secteur

Le PIB par habitant, évalué en 1993 à 400 \$, traduit la situation enclavée du pays, le faible développement du secteur secondaire et un secteur agricole représentant 40 % du PIB total. Le sous-secteur élevage, avec 12 % environ du PIB total, représente environ le tiers du PIB agricole.

Les potentialités d'accroissement du sous-secteur élevage sont grandes, grâce à d'importantes ressources pastorales, des résidus de l'agriculture et des sous-produits agro-industriels non négligeables. Pourtant une étude récente<sup>2</sup>, montre une **situation de l'élevage en RCA dont l'évolution peut paraître préoccupante**. Cette étude relève en effet que :

- la taille moyenne des troupeaux semble avoir diminué ;
- les revenus des éleveurs ont diminué malgré une augmentation des prix du bétail ;
- les éleveurs se plaignent d'un manque de médicaments vétérinaires ;
- l'insécurité liée aux *zarguina*<sup>3</sup> subsiste ;
- les éleveurs s'éloignent de la FNEC."

L'enquête menée dans le cadre de cette même étude, propose une typologie des éleveurs avec 81 % d'éleveurs peuls, 12 % bantous et 7 % autres (Arabes, Haoussa et Bornou). Parmi eux, un peu plus d'un tiers, 35 %, sont des éleveurs purs, 42 % sont des éleveurs-agriculteurs, 11 % des agro-éleveurs et 12 % autres (commerçants ou autre activité).

Les paramètres zootechniques des troupeaux bovins ressortant de cette enquête, montrent des troupeaux avec 70 % de femelles, traduisant une forte exploitation des mâles et une conservation des femelles âgées. Le taux de fécondité est de 56,6 % **avec un taux d'avortement**

<sup>2</sup> Enquête sur l'élevage du bétail de République Centrafricaine - CIRAD-EMVT et BERETEC - Novembre 1997, 222p.

<sup>3</sup> Zarguina : "coupeurs de route"



de 2,4 %. Les taux de mortalité des adultes sont de 3,4 % chez les mâles et de 2,1 % chez les femelles. Enfin le taux de commercialisation se situe entre 9,8 % et 11,1 % selon la catégorie des éleveurs, les éleveurs purs assurant la commercialisation la plus forte.

Mais si l'élevage bovin représente l'essentiel de la production nationale, les petits ruminants dont les estimations de 1992 fixent leur nombre à plus de 200 000 ovins et près de 1 500 000 caprins existent sur tout le territoire. Les porcins avec un peu moins de 150 000 têtes sont presque exclusivement en élevage villageois et l'aviculture, villageoise, améliorée et moderne représente environ 5 millions de têtes.

Pays traditionnellement de consommation de viande de chasse, la RCA se situe en Afrique au sud du Sahara, parmi les pays dont la consommation de viande est relativement importante. La moyenne de viande et abats est en effet de 16 kg par habitant et par an, avec une consommation à Bangui de l'ordre de 30 kg.

Les exportations ont été dopées ces dernières années par la dévaluation du franc CFA, elles concernaient essentiellement les bovins et les caprins sur pied acheminés vers le Cameroun et le Congo et représentaient en 1994, 42,2 milliards de F.CFA.

Globalement, malgré une importation d'animaux sur pied (40 000 têtes environ par an) et de carcasses (7 500 T/an) en provenance du Tchad et du Soudan, la RCA est largement autosuffisante en viande et bénéficiaire à l'exportation (exportations contrôlée et non contrôlée).

#### **1. 4 - Bénéficiaires et acteurs principaux**

Les éleveurs sont les bénéficiaires directs du projet par l'éradication de la peste bovine et le contrôle des autres épizooties. En sécurisant les populations par le contrôle sanitaire de leur cheptel, on tend à stabiliser les troupeaux et à améliorer leur taux d'exploitation. Une meilleure exploitation aura des retombées sur le revenu de tous les acteurs de la filière et, indirectement sur les recettes de l'Etat.

Par ailleurs, le contrôle de la PB en RCA, évitera la propagation de cette épizootie vers les pays d'Afrique de l'Ouest qui se sont déclarés "provisoirement indemnes de peste bovine" et ne vaccinent plus.

La participation des femmes à la commercialisation du lait, déclarée par un tiers des éleveurs dans l'enquête évoquée ci-dessus et la faible commercialisation des petits ruminants font des femmes des acteurs non négligeables et des bénéficiaires dont il faut tenir compte.

#### **1. 5 - Problèmes résolus/problèmes à résoudre**

Au regard de la stratégie de lutte contre la peste bovine à l'échelon du continent, la RCA a un rôle essentiel à jouer par la mise en place d'un cordon sanitaire dans sa partie Nord et Est et par une surveillance accrue dans le reste du pays. Elle doit pour le moment, renforcer sa protection sanitaire par une vaccination de tout son cheptel contre la PB et la PPCB, s'assurer d'une prise en charge par les éleveurs du coût de ces vaccinations et mettre en place les budgets nationaux, au travers du FIDE, pour la prise en charge de l'organisation et du

d'une prise en charge par les éleveurs du coût de ces vaccinations et mettre en place les budgets nationaux, au travers du FIDE, pour la prise en charge de l'organisation et du financement de ces campagnes, de renforcer le contrôle du mouvement des animaux et pour cela se doter de tous les moyens nécessaires notamment ceux concernant les infrastructures.

En dehors des efforts accomplis par l'ANDE pour exécuter les campagnes de vaccination et leur prise en charge par les éleveurs, beaucoup d'efforts sont encore à fournir. Il faudra notamment accroître le pourcentage des animaux vaccinés, se doter des moyens nécessaires à la sérosurveillance, améliorer le marquage des animaux et mettre en place les infrastructures et les moyens indispensables à la vaccination, au contrôle du mouvement des animaux et à la surveillance épidémiologique.

## **1. 6 - Autres interventions**

Le projet PARC-RCA fait partie intégrante du Projet de Développement de l'Elevage et de Gestion des Parcours (PDEGP), démarré en 1995 pour cinq ans et visant à consolider les acquis de la première phase avec le PNDE.

Cette nouvelle phase est cofinancée par l'IDA et le FIDA à hauteur de 16,6 millions de dollars US. L'Union Européenne et la Coopération Française apportent leurs concours par des financements séparés, ciblés sur des actions précises et sur de l'assistance technique.

Quatre objectifs essentiels figurent dans ce projet :

1. améliorer la productivité du secteur de l'élevage de l'emprunteur, accroître son intégration dans l'économie nationale ;
2. améliorer les conditions de vie de la population des éleveurs par une diversification de leurs sources de revenu ;
3. renforcer les organisations professionnelles du secteur par une démocratisation de leur fonctionnement, la décentralisation de leur processus de prise de décisions ;
4. promouvoir une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles.

Les composantes financées par l'IDA/FIDA comportent trois secteurs essentiels :

1. le renforcement institutionnel du secteur Elevage,
2. l'amélioration et la productivité de l'élevage,
3. les formations.

Les interventions de la première composante sont indispensables à la bonne exécution de toutes les autres activités du secteur et notamment celles du projet PARC qui, dans le cadre des campagnes de vaccination s'appuient exclusivement sur les services publics.

Or toutes les anomalies constatées lors de la mission d'évaluation à mi-parcours du PDEGP en octobre 1996 et les suspensions de décaissement par la banque mondiale depuis avril 1997, ont entraîné un blocage du projet et sont un frein à la bonne exécution du PARC-RCA.

En tout état de cause, si cette situation devait se confirmer, voire même se renforcer, cela pourrait entraîner un blocage technique du projet.

## **1. 7 - Documentation disponible**

### **DOCUMENTS DU PROJET**

- BUDGET-PROGRAMME POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET PARC/RCA - VOLET 1 + annexes - Janvier 1996.
- ANDE/Devis-Programme Infrastructures du projet PARC/RCA années 1996-1997 - (Janv. 1996).
- ANDE/ Protocole d'accord de mobilisation de fonds spéciaux - Projet PARC/RCA - (Janv 1996).
- ANDE/Devis-Programme n°1 pour la mise en oeuvre du Volet 1 du projet PARC-RCA, 26 p. (Fév.1996).
- FNEC/ Devis-Programme n°1 pour la mise en oeuvre du Volet 2 : Appui aux groupements d'éleveurs du projet PARC-RCA, (Fév.1996).
- ANDE/Avenant n°1 au DP n°1 (Juin 1996).
- ANDE/Devis-Programme n°2 pour la mise en oeuvre du Volet 1 du projet PARC-RCA, 20 p. (Aout 1997).
- J. DOMENECH - RAPPORT de MISSION en RCA : PROGRAMME PARC/RCA (12-19 mars 1995).
- M. SAUNDERS - RAPPORT de MISSION en RCA : PROGRAMME PARC/RCA (20-27 octobre 1996).
- DIRECTION GENERALE de l'ANDE/COORDINATION du PARC. Manuel pour l'exécution de la campagne de vaccination de saison des pluies 1996. Projet PARC/RCA. Volet 1 (sans date).
- CONTRAT d'ASSISTANCE TECHNIQUE (Union Européenne, Délégation de Bangui) relatif aux "Missions d'appui dans le cadre du Projet Panafricain de Lutte contre la Peste Bovine (Projet PARC) en République Centrafricaine. Titulaire : CIRAD/EMVT, notifié le 26 déc.1996.

### **AUTRES DOCUMENTS**

- ANDE. Sérosurveillance des anticorps antibovipestiques en RCA (année 1994).
- RCA - PROJET de DEVELOPPEMENT de l'ELEVAGE et de GESTION des PARCOURS (Crédit IDA 2662 CA. Crédit FIDA 361 CF). Mission d'évaluation à mi-parcours. Aide-mémoire, 9 pages, 26 octobre 1996.
- RCA - PROJET de DEVELOPPEMENT de l'ELEVAGE et de GESTION des PARCOURS. MISSION d'EVALUATION à MI-PARCOURS. Rapport de mission (Rapport provisoire), 33 pages, nov. 1996.
- ANDE/DSA. Réseau d'alerte et de surveillance épidémiologique- 1996.
- ANDE - Synthèse des activités de l'ANDE - 1er trimestre 1997.
- ANDE/DSA - Service de diagnostics - Rapport de mission dans la DRO (Oct. 1997).
- ANDE - Synthèse des activités du coordonateur du PARC (Aout - octobre 1997).
- ANDE/DRE, DRO et DRN - Bilan de campagne de saison sèche 1996-1997.
- ANDE/DSA - Rapport de campagne de vaccination de saison des pluies 1996.
- CORREZE et J.M. BONIS CHARANCLE – Processus de privatisation en santé animale. Le cas de la RCA, Rapport Provisoire, Ministère français de la coopération, 1995, 65 p.
- COMPTE-RENDU de la réunion de concertation entre les responsables du PDE-GP et les représentants des bailleurs de fonds (31 oct.1997)



## **2 - INTERVENTION**

### **2. 1 - Objectifs globaux**

Les objectifs globaux du programme PARC dans son ensemble restent l'amélioration des revenus des éleveurs et des recettes de l'Etat par une augmentation de la productivité des élevages.

### **2. 2 - Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de ce programme concernent en premier lieu l'éradication de la peste bovine, visant par là, à une amélioration de la productivité du cheptel et de la commercialisation du bétail et de la viande. Ils visent également à se prémunir du risque de réintroduction de la peste bovine dans les pays d'Afrique de l'Ouest, par l'installation d'un cordon sanitaire dans le Nord et l'Est du pays..

### **2. 3 - Résultats attendus**

Au travers de ces objectifs spécifiques, les résultats attendus sont multiples, dont les deux principaux concernent :

- une surveillance efficace de la peste bovine au travers d'un réseau d'épidémiologie PB, dans le cadre de la mise en place d'un système national d'alerte et de surveillance épidémiologique ;
- l'amélioration du statut immunitaire contre la peste bovine et la péripneumonie contagieuse bovine, notamment dans le nord par le renforcement des campagnes de vaccination et la mise en place d'un cordon sanitaire.

Les autres résultats attendus sont :

- la prise en compte par les autorités centrafricaines des campagnes de vaccination dans leur totalité, par un recouvrement satisfaisant des coûts auprès des éleveurs ;
- le contrôle des mouvements du bétail dans la région du cordon sanitaire pour les animaux venant du Tchad et du Soudan ;
- la capacité de la République Centrafricaine d'intervenir en urgence en cas d'apparition d'un foyer d'épizootie, notamment de peste bovine ;
- d'une façon générale, l'amélioration de la santé animale en RCA par l'amélioration des activités des infrastructures vétérinaires sur tout le territoire et l'amélioration de la distribution des intrants.

### **2. 4 - Activités à exécuter**

Les activités à exécuter dans le cadre du projet visent à :

- mettre en place ou améliorer des infrastructures vétérinaire ;
- doter les services de l'élevage en moyens de fonctionnement nécessaires aux campagnes de vaccination ;

- appuyer les campagnes de vaccination contre la PB et la PPCB, au travers notamment de la sensibilisation, du marquage des animaux et sur la capacité des services à exercer une sérosurveillance ;
- mettre en place un système national de surveillance épidémiologique, constituer un réseau d'alerte vis à vis de la PB, de la PPCB et, ultérieurement des autres épizooties, et lui donner la capacité d'intervenir en urgence par la constitution de deux équipes mobiles ;
- assurer le contrôle des mouvements du cheptel, notamment dans le nord et l'est du pays ;
- équiper le laboratoire de Bangui et les laboratoires régionaux en moyens de diagnostics et de contrôle et assurer leur maintenance ;
- assurer la coordination de toutes les activités, notamment celles conduites dans le cadre du volet 2 et qui ont un impact sur le volet 1 ;
- programmer et suivre l'ensemble des formations et des missions d'appui.

Labo

### 3 - Hypothèses

#### 3.1 - Hypothèses aux différents niveaux

##### 3.1.1 - Au niveau gouvernemental

La composante RCA du programme PARC a été définie dans le cadre du PNDE comme un complément spécifique de ce projet visant à contribuer aux campagnes de vaccination contre la PB et la PPCB. Ce projet devait s'accompagner de mesures politiques pour donner, au travers du FIDE, une meilleure assise financière aux services de l'élevage et leur donner la capacité d'assumer les charges récurrentes en fin de projet.

##### 3.1.2 - Au niveau des structures d'exécution

L'exécution des deux volets 1 et 2 du projet sont confiés à deux structures d'exécution différentes, **la coordination des deux exécutions devant être assurée par le coordonateur national.**

L'exécution du volet 1 est confiée à l'ANDE, aussi le coordonateur doit pouvoir mobiliser et soutenir les différents services de la DSA impliqués dans les campagnes de vaccination, le suivi et le contrôle des épizooties. Réciproquement, les moyens humains et les moyens logistiques disponibles dans les services de la DSA et notamment ceux fournis par le PNDE, devront être mis à disposition de la coordination pour appuyer le projet.

L'exécution du volet 2 est confiée à la FNEC et là encore, le coordonateur et la DAM doivent être en mesure de se mobiliser et de se soutenir réciproquement, notamment dans les activités de sensibilisation et d'implication des groupements d'éleveurs dans les campagnes de vaccination, de marquage, de suivis et de contrôle.

##### 3.1.3 - Au niveau de la coordination

Le coordonateur doit participer aux réunions régionales annuelles de la coordination du programme PARC pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest.

Sur le plan national, la coordination doit proposer régulièrement une programmation d'activités avec les tous les services techniques, en respectant le cadre logique du budget programme, elle doit avoir les moyens de faire une bonne gestion des financements mis en place, de développer les actions de sensibilisation et communication et d'assurer le suivi technique et économique de la productivité de l'élevage.

### **3. 2- Risques et flexibilité**

Le non respect des points évoqués ci-dessus pourrait compromettre la bonne exécution des activités programmées. Ceci pourrait arriver dans le cas de suspension ou d'interruption de financement des autres bailleurs de fonds impliqués dans le programme élevage.

## **4 - MISE EN OEUVRE DU PROJET**

La proposition de financement du projet PARC-RCA ayant été approuvée par le Comité du FED en décembre 1994, sa mise en oeuvre s'est faite dès le début 1995. Les documents de budget programme et les devis-programme des volet 1 et 2 ont été préparés par les équipes en place, discutés, finalisés et approuvés lors des missions de supervision de l'Unité de coordination de Nairobi en 1995 et début février 1996. Tous les outils nécessaires à l'exécution effective du projet étaient donc en place dès le second trimestre 1996.

### **4. 1 - Moyens physiques et non physiques**

#### 4.1.1 - Les ressources humaines

Le directeur général de l'ANDE a été le premier coordonateur national chargé de la mise en oeuvre du projet, mais l'importance des charges de sa fonction lui laissant trop peu de disponibilité pour le projet, c'est le Directeur de la Santé Animale qui a été nommé par la suite coordonateur comme dans beaucoup d'autres pays. Depuis le 5 août 1997, à la demande du bailleur de fonds qui souhaitait *"que soit identifié et désigné comme nouveau coordonateur national, un cadre aux compétences reconnues tant sur le plan technique qu'en matière de gestion"*, un nouveau coordonateur a été nommé. Il s'agit du chef du service épidémiosurveillance, qui était encore lors de la mission, toujours sous l'autorité du directeur de la DSA, mais dont la position, en cours de changement, devrait l'amener directement sous la tutelle de la direction générale de l'ANDE.

Son équipe nationale est composée :

- d'un comptable, assurant le suivi budgétaire et les opérations courantes ;
- d'un chargé de la sensibilisation et de la communication ;
- d'une secrétaire dactylographe.

Pour exécuter ses missions, l'équipe s'appuie sur des structures déconcentrées de l'élevage et, plus particulièrement sur les agents des différents services techniques composant la DSA.

La coordination nationale était également appuyée par un assistant technique mis en place en septembre 1995 par la coopération française. Rapatrié lors des événements de mai 1996, son remplaçant n'est arrivé que dix-huit mois plus tard, début décembre 1997. Cette absence a certainement contribué aux difficultés dans l'exécution du projet.

#### 4.1.2 - Les relations institutionnelles

Les activités du projet sont mises en œuvre après mobilisation des différents responsables techniques au travers de la Cellule Etude Action - Santé Animale (CEA-SA), structure informelle au sein de l'ANDE et qui réunit tous les chefs de service de la DSA et son directeur.

Cette cellule, technique, par sa position hiérarchique sous le DG de l'ANDE, n'a pas de fonction de pilotage.

#### 4.1.3 - La logistique

Le projet a contribué à l'équipement de la coordination, en moyens de déplacement, de communications et en équipements informatiques, mais les dévolutions successives de la coordination, au DG de l'ANDE et au DSA, font que tout le matériel acheté ne semble pas, dans sa totalité, à disposition de la coordination actuelle.

Par ailleurs la supervision de 1996 avait relevé une utilisation abusive des véhicules présentant des kilométrages largement supérieurs aux prévisions, montrant des défauts dans la gestion du matériel pouvant conduire à une insuffisance de moyens en fin de projet.

Enfin la deuxième mutinerie a entraîné la destruction de matériels au niveau du magasin de stockage et d'un véhicule.

### **4.2 - Organisation, procédures et modalités d'exécution**

#### 4.2.1 - l'organisation du projet

La **coordination générale** du projet PARC est confiée à l'Unité de Coordination (UC), basée à Nairobi, au siège de l'IBAR, organe spécialisé de l'OUA pour l'élevage et s'appuie sur l'Unité sous-régionale de coordination de Bamako pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La **coordination nationale**, a connu en 18 mois, 3 coordonnateurs et l'actuel coordonnateur national, nommé seulement depuis 4 mois, était toujours en début de mission, dans une position hiérarchique ambiguë qui ne lui donnait pas toute latitude pour mobiliser les compétences des différents services techniques comme cela était souhaitable. Néanmoins la mission a pris bonne note de la décision de la DG de l'ANDE, décision qu'elle approuve, demandant la nomination du coordonnateur, directement sous sa tutelle, au même titre qu'un directeur de service ou d'un directeur régional.

#### 4.2.2 - les procédures de mise en oeuvre

Les documents nécessaires à la mise en oeuvre du projet : budget-programme, DP n° 1 pour la première année (en cours de clôture), DP infrastructures, document d'engagement des fonds d'urgence en cas de peste et le DP n° 2 ont été produits et devaient permettre une bonne exécution des activités.

Néanmoins les retards dans le démarrage des activités ont été les caractéristiques essentielles des premiers mois du projet. Si les événements socio-politiques du pays ont contribué à ces retards, ils n'en sont pas les seules causes. Ainsi, des anomalies dans la présentation des mémoires et des divergences de vue entre autorités nationales et bailleurs de fonds en ce qui concerne l'organisation du projet, ont entraîné des blocages dans la mise à disposition des financements.

A ces anomalies dans la gestion, étaient relevée, fin 1996, une absence de suivi dans l'exécution des activités de supervision et de contrôle par la coordination nationale, incapable de fournir des éléments sur le déroulement des activités et notamment des campagnes de vaccination. Il faut cependant relever que la deuxième mutinerie de Bangui avait entraîné le départ de l'assistant technique qui jouait le rôle de régisseur et d'appui technique auprès du coordinateur.

Au moment de notre mission, les rapports d'activité de la coordination, de la DSA sur les campagnes, l'analyse des coûts de la vaccination et la préparation de certains documents de programmation, ont montré qu'une nouvelle dynamique était créée au sein de la coordination et que l'arrivée du nouvel assistant technique, en décembre 1997, devrait la renforcer.

En tout état de cause l'absence d'une structure de pilotage du projet, même informelle, a multiplié pendant plusieurs mois les responsabilités quant aux prises de décisions et a conduit la Délégation du FED à jouer en permanence un rôle d'arbitre au regard de la mobilisation des fonds.

Par ailleurs, la mission confiée au coordinateur, axée sur le seul volet n° 1 et même presque essentiellement sur les seuls DP de ce volet, est certainement trop limitative.

#### 4.2.3 - L'exécution technique du volet n° 1<sup>4</sup> : Renforcement des services de santé animale et installation d'un cordon sanitaire dans le nord du pays

- Les campagnes de vaccination

Parmi les différentes activités du volet n° 1, seule celle concernant la campagne de vaccination contre la peste et la péripneumonie contagieuse bovines a effectivement été exécutée. Les résultats de la campagne 1996 affichent un total vacciné de plus de 500 000 bovins, représentant 20 p.cent du cheptel sur la base d'un effectif de 2 500 000 têtes. En 1997, les premières estimations laissent supposer une légère baisse des effectifs vaccinés, cette tendance à la baisse, amorcée depuis 1993, semble s'être maintenue au cours des 2 campagnes appuyées par le projet.

---

<sup>4</sup> Le rapport de A. Le Masson sur l'appui à la sensibilisation/communication apporte des compléments d'information sur l'exécution technique du volet n° 1.

Pourtant quelques éléments traduisent l'intervention positive du projet :

- le taux des animaux marqués, bien que toujours très faible et pourtant encouragé par une prime aux vaccinateurs et une ristourne aux éleveurs par animal marqué, n'est passé que de 1 % en 1996 à 4 ou 5 p. cent en 1997, ce qui reste très faible et difficilement acceptable ;
- des efforts ont été faits à partir de la campagne 1996, pour identifier et analyser les coûts réels de la vaccination ;
- les deux campagnes de 1996 et 1997 ont montré un bon niveau de recouvrement des taxes de vaccination, en dehors de quelques anomalies dans l'utilisation de ces fonds par des cadres sans autorisation. Elles ont été reversées sur le compte « campagne » du FIDE, créé en mars 1997, comme cela avait été recommandé.

Les raisons du relatif échec concernant les campagnes de vaccination de 1996 et 1997, peuvent être énumérées ici mais de façon certainement pas exhaustive.

⇒ En ce qui concerne la campagne 1996 :

1. le projet n'avait pas vraiment démarré, (pas de moyens, pas d'équipements), coordination très difficile entre la direction générale et les agents de terrain, entre les activités de la campagne et les moyens de fonctionnement mobilisés sur les fonds IDA du PDEGP ;
2. peu d'actions de sensibilisation/communication ont été conduites pour cette campagne, 4 jours de missions de terrain du responsable de la communication ont été réalisées et la rédaction du manuel d'exécution de la campagne qui a servi de support, quelques émissions de sensibilisation à travers la radio et des réunions d'éleveurs ont été les seules activités ;
3. les contrôles de sérosurveillance, non exécutés depuis 1994, n'ont pas repris à l'issue de cette campagne ;
4. aucun équipement n'est venu compléter les moyens du laboratoire de Bangui et des laboratoires régionaux et les équipements déjà acquis sur le projet, n'ont été que très peu mis en service et peu utilisés par les agents de la DSA.

⇒ En ce qui concerne la campagne 1997 :

1. les retards dans la disponibilité des fonds ont considérablement retardé le démarrage de la campagne, alors que la majorité des éleveurs avaient amorcé leurs mouvements de transhumance et ne pouvaient plus être touchés ;
2. la campagne de sensibilisation a été écourtée et s'est faite sans mobilisation de tous les acteurs concernés, notamment des responsables régionaux et avec une mobilisation tardive de l'Animation Mutualiste de la FNEC ;
3. les effectifs bovins des éleveurs peuls semblent avoir réellement baissés au cours des dernières années et ceci pour différentes raisons :
  - problèmes des *zarguinas*,
  - mortalité des animaux par une pression des pathologies liée à un manque de produits vétérinaires et de pièges à glossines malgré une vraisemblable recrudescence de la trypanosomose.

- Mise en place d'un cordon sanitaire

Les événements successifs qui se sont déroulés en RCA au cours de la première année ont contribué, avec les difficultés d'exécution du projet, à ce qu'aucune activité pour l'installation du cordon soit mise en oeuvre en dehors d'activités spécifiques de vaccination en début d'année.

- Renforcement des contrôles aux frontières

Le devis programme "infrastructures du projet PARC" prévoyait la construction de cinq postes vétérinaires frontaliers dans la région Nord, région du cordon sanitaire devant servir à contrôler et éviter l'introduction d'épizooties nouvelles par le bétail transhumant et les animaux de commerce. Une avance de l'ordre de 10 millions de F.CFA, faite auprès d'une entreprise de la place pour la construction de ces postes, a été perdue, l'entreprise ayant disparue lors des événements. En dehors de cette dépense, quelques achats ont été réalisés pour la construction du magasin de stockage du matériel PARC.

Conclusion de l'exécution technique du Volet n° 1 :	
Globalement l'examen des activités conduites ou qui auraient dues être conduites dans le cadre du DP n° 1, montrent :	
1	en premier lieu des difficultés dans la conduite globale du projet, traduisant peut être, l'absence d'une structure de pilotage en mesure de définir des orientations et d'assurer un suivi ;
2	ensuite, un suivi insuffisant de l'exécution des campagnes, s'expliquant par une difficile coordination avec les agents de la DSA et des directions régionales et l'absence de l'assistant technique qui vient seulement de rejoindre le projet ;
3	aucune activité de séro n'a eu lieu et aucun moyen de diagnostic n'est venu renforcer les laboratoires ;
4	en dehors de la production d'un document précisant les modalités de mise en place d'un réseau d'alerte, les activités de mise en place d'un tel réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine n'ont pas démarré ;
5	en dehors de deux formations ayant eu lieu en tout début de projet, aucun agent n'a bénéficié de nouvelles formations

#### 4.2.4 - L'exécution technique du volet 2 : Appui aux associations d'éleveurs et amélioration de la distribution des intrants

Ce volet, dont l'exécution est confié à la direction de l'animation mutualiste de la FNEC, ne faisait pas l'objet de cette mission et n'est évoqué ici que pour mémoire. Il devrait pourtant, selon nous faire l'objet d'un suivi de la part du coordinateur, tant les actions à mener avec l'appui des groupements concernent les activités du volet n° 1, notamment :

- la sensibilisation,
- le marquage,
- la participation des éleveurs au réseau de surveillance épidémiologique de la PB.

### 4. 3 - Coûts, plan de financement et niveau d'exécution financière du projet

#### 4.3.1 - Coûts du projet

La convention de financement signée le 1er mars 1995, l'était pour un montant total de 1,8 million d'ECU, soit un peu plus de 1,150 milliard de F.CFA<sup>5</sup>, avec deux financements :

- le projet n° 7 ACP RPR 376, pour un montant de 1 200 000 ECU sur PIR et,
- le projet n° 7 ACP CA, pour un montant de 600 000 ECU sur PIN.

Ce projet comporte deux volets :

- le renforcement des services de santé animale et installation d'un cordon sanitaire, pour un montant approximatif de 1 200 000 ECU, hors imprévus, soit près de 800 millions de F.CFA ;
- l'appui aux associations d'éleveurs et l'amélioration de la distribution des intrants, pour un montant approximatif de 400 000 ECU, hors imprévus, soit un peu plus de 250 millions de F.CFA ;

A la date de la mission, en principe en fin d'année 2, les engagements, au niveau de la Délégation, était de l'ordre de 90 p.cent engagés sur le PIR et près de 40 p.cent sur le PIN. Malgré les retards significatifs dans le démarrage des activités, dues aux événements socio-politiques qu'a connu le pays ces deux dernières années et à certaines difficultés de gestion entre la coordination nationale et le bailleur de fonds, les dépenses d'investissements en matériel, équipements et certaines infrastructures ont été faites, les fonds concernant des éventuelles interventions d'urgence sont engagés, les missions d'appui sont engagées jusqu'à la fin du projet ainsi que le DP n° 2 permettant d'aller à mi-1998.

#### 4.3.2 - Plan de financement

- Un Devis-Programme "infrastructures" a été établi et son montant engagé par la délégation.
- Le DP n° 1 - ANDE a été exécuté conformément au budget programme, il est en cours de clôture et le DP n° 2 - ANDE est en cours de démarrage, il est également conforme au budget programme.
- Les rubriques "équipements" et "matériels" de la convention sont mises en oeuvre par des Appels d'Offres Internationaux, gérés et exécutés directement par la délégation.
- Un protocole d'accord a été signé avec l'ANDE pour engager les fonds nécessaires à l'éventuelle mobilisation de **fonds spéciaux** pour une intervention d'urgence en cas d'apparition de la peste bovine. Le montant engagé pour ces « fonds spéciaux » est de 163 mille ECU.
- Un marché a été signé par l'ANDE et le CIRAD-EMVT pour des missions d'appui pendant l'exécution du projet, le montant total de ce marché, engagé par la délégation, l'est pour un montant de 116 mille ECU.

#### 4.3.3 - Exécution financière du projet

Deux situations de référence, celle de la convention de financement et, plus réaliste celle du budget programme. Par rapport à ce dernier, le tableau I-1 ci-après nous montre :

---

<sup>5</sup> 1 ECU = 650 F.CFA



**Tableau I-1 : SITUATION DE L'EXECUTION FINANCIERE DU PROJET**

<b>Désignation</b>	<b>DELEGATION</b>						<b>COORDINATION</b>		
	<b>Prévision</b>		<b>Engagé</b>		<b>Payé</b>		<b>Payé</b>	<b>Solde</b>	<b>Réalisation</b>
	Convention totale	Budg.Prog.du volet n°1	ECU	F.CFA	ECU	F.CFA	F.CFA	F.CFA	%
<b>Volet n°1</b>	ECU	CFA							
Infrastructures	151 000,00	83 500 000 F	148 500,00	96 525 000 F	61 683,70	40 000 000 F	13 631 140 F	26 368 600 F	16%
AOI (équip+mat)	511 000,00	278 544 000 F	363 684,72	236 395 000 F	359 555,76	233 711 400 F			70%
Fonct+réun coord:									
- DP 1 Volet 1			254 900,00	165 685 000 F	167 362,00	108 785 300 F	106 167 670 F	51 925 330 F	
- DP 2 Volet 1			238 200,00	150 456 000 F	60 363,78	40 000 000 F	30 659 981 F	127 653 019 F	
Total fonct+réun	397 000,00	368 320 000 F							37%
Fonds spéciaux	200 000,00	100 000 000 F	163 000,00	105 950 000 F					0%
Mission d'appui	120 000,00	78 000 000 F	116 000,00	74 237 600 F					0%
<b>Volet n°2</b>									
Equip+mat+fonct	139 000,00								
- DP 1			59 700,00	38 805 000 F					
Imprévus	282 000,00	55 936 000 F							
<b>Total</b>	<b>1 800 000,0</b>	<b>964 300 000 F</b>	<b>1 343 984,72</b>	<b>868 053 600 F</b>	<b>648 965,24</b>	<b>422 496 700 F</b>	<b>150 458 791 F</b>	<b>205 946 949 F</b>	

- les montants financiers alloués aux infrastructures ont été utilisés seulement à 16 % ;
- les "fonds spéciaux" ont été engagés à 100 %, et restent entièrement disponibles pour un besoin d'intervention en urgence ;
- Les "missions d'appui" ont été engagés à 100 % et cette mission d'évaluation, avec la mission de A. Le Masson, font l'objet d'une première exécution dans le cadre de cet engagement ;
- les montants financiers prévus pour le fonctionnement du volet n°1, les formations et les réunions de coordination sont mis en œuvre par la coordination dans le cadre des deux devis programme en cours, au moment de la mission les engagements se situaient à hauteur de 86 % et, l'exécution au niveau de la coordination à hauteur de 37 % ;
- enfin les équipements et matériels acquis dans le cadre d'appels d'offre internationaux, ont été exécutés à hauteur de 70 % des prévisions du budget programme.

## **1.- Le budget**

L'élaboration, l'exécution, le suivi puis l'évaluation du budget du projet sont des facteurs qui, sans doute, sont en relation avec l'impact des réalisations de ce programme. A cet égard, le budget de ce programme peut être apprécié par rapport au budget-programme ou par rapport à l'exécution financière enregistrée au niveau du suivi des Devis Programme auprès de la délégation européenne et sur le chapitre « marché sur appel d'offre international », ce dernier étant sous gestion directe de l'Union Européenne.

Le tableau I-1 précédent, nous montre le niveau d'exécution par rapport au budget programme.

## **2.- Utilisation budgétaire**

### **a) le PIR et le PIN**

D'après les informations qui nous ont été communiquées par la Délégation de l'Union Européenne de Bangui, les engagements pour la totalité du projet ont été faits, au 30/11/97, aussi bien sur PIR que sur le PIN sont au niveau de :

- 93 % sur le PIN et
- près de 40 % sur le PIR,

soit au total , 75,3 % du budget total prévisionnel de tout le projet.

### **b) les Devis Programme**

Le tableau I-2 ci-après, montre les dépenses globales faites par la coordination au travers du DP "infrastructures" et des devis programmes ANDE n°1 et n°2.

**Tableau n° I-2 : DEPENSES COORDINATION PARC/RCA - VOLET 1 (F.CFA)**

<b>Désignation</b>	<b>DELEGATION</b>			<b>COORDINATION</b>			
	<i>Prévision</i>	<i>Engagé</i>	<i>Payé</i>	<i>Reçu ou dispon.</i>	<i>Payé</i>	<i>Solde</i>	<i>Réalisation</i>
							%
<b>I - D.P. Infrastructures</b>	<b>88 850 000 F</b>	<b>96 525 000 F</b>					
Fonds avance			40 000 000 F	40 000 000 F			
Dépenses (dont avance SAPS)					13 631 444 F	26 368 556 F	
<b>Solde total disponible</b>						<b>84 518 556 F</b>	<b>12,50%</b>
<b>2 - D.P. n°1 ANDE</b>		<b>172 185 000 F</b>	Avance + mémoire	<b>157 500 000 F</b>			
Fonctt RA et appui à CEA-SA				44 144 000 F		27 503 947 F	
Fonctt camp de vaccination				86 135 000 F		11 463 151 F	
Formations réunions				19 400 000 F		10 330 050 F	
Imprévus				7 821 000 F		2 035 182 F	
<b>Solde total disponible D.P. n°1</b>						<b>51 332 330 F</b>	<b>67,5%</b>
<b>3 - D.P. n°2 ANDE</b>		<b>156 000 000 F</b>	Avance + mémoire	<b>158 313 000 F</b>			
Fonctt RA et appui à CEA-SA				43 544 000 F		40 385 462 F	
Fonctt camp de vaccination				53 436 000 F		36 050 245 F	
Formations réunions				14 900 000 F		14 900 000 F	
Appui à la gestion du PARC				8 486 000 F		7 903 827 F	
Construction du magasin				2 500 000 F		50 074 F	
Equipements et matériels				20 600 000 F		13 559 524 F	
Imprévus				14 847 000 F		14 803 887 F	
<b>Solde total disponible D.P. n°1</b>						<b>127 653 019 F</b>	<b>19,4%</b>

Le devis programme n° 1 est exécuté à près de 68 % par rapport à sa prévision, il est en cours de clôture. La procédure bute actuellement sur une somme de 3 295 950 F.CFA non justifiée, dont certaines dépenses ont été effectuées avant la nomination du coordonnateur actuel, par des personnes autorisées et dont les justificatifs ne correspondaient pas aux pièces présentées. Il sera difficile aujourd'hui de produire certaines pièces justificatives.

Le devis programme n° 2 est en cours de démarrage, une avance de 40 millions de F.CFA a été faite, trois mémoires de remboursement existent à ce jour, le troisième en cours de signature. A ce stade son exécution approche les 20 %.

Le tableau I-3 montre la situation financière des deux DP - ANDE.

**Tableau I.3 : Situation financière des Devis Programmes (F. CFA)**  
(au 30 novembre 1997)

DEVIS PROGRAMME	MONTANT DEVIS	EXECUTION DEVIS	RELIQUAT DEVIS
<b>D. P. n° 1 (y compris avenant)</b>	157 500 000		
1996		59 958 969	
1997		46 208 701	
Total		106 167 670	51 952 330
<b>D.P. n° 2</b>	157 813 000 <sup>6</sup>		
1997		30 659 981	
Total		30 659 981	127 653 019

### **3 - Les décaissements**

La mécanique concernant les procédures de décaissements des fonds semble bien maîtrisée par le comptable. Toutefois **l'absence de tableaux de bord financiers** sur l'ensemble du projet ne permet pas à la coordination d'avoir une vue d'ensemble réaliste sur le niveau d'exécution du volet 1 et bien entendu, de l'ensemble du projet.

Les décaissements au niveau de la Délégation concernant les DP s'effectuent au moyen des mémoires. Ces documents ont été produits de façon régulière au regard des événements du pays, après signature du Directeur Général de l'ANDE (ou son adjoint) et par le Coordonnateur du PARC (ou son homologue). Le document signé est envoyé au FIDE qui le vise et le transmet à l'Union Européenne. Cette dernière examine les justificatifs et vérifie les procédures. Le Comptable de l'Union Européenne émet un avis, après vérification, pour l'Ordonnateur National (le Ministère du Plan). Le Ministère du Plan, après examen, donne son accord pour le remboursement et retourne le document à l'Union Européenne. L'Union Européenne émet un ordre de virement pour la BEAC qui, elle, vire le montant du remboursement sur la banque du PARC (la BICA, ex BIAO).

<sup>6</sup> La Coordination a pris 1 ECU = 662 F.CFA

En tout état de cause, une distinction doit être faite entre le régisseur qui s'occupe des engagements et le gestionnaire qui prend en charge la comptabilité.

Le temps pris par ce circuit de paiement varie de deux à trois semaines, voire 1 mois dans les conditions normales.

Les mémoires de paiement du volet n° 1, DP n° 1 et DP n° 2 présentés en 1996 et 1997 sont présentés ci-dessous :

**Tableau I.4 : Volet n° 1**

N° des mémoires de paiement	DP n°1		MONTANT DEPENSE	DISPONIBLE
	Montant initial du DP	157 500 000		
I.	Avance initiale	63 300 000		
II	Mars - Avril		4 276 142	
III	Mai		3 520 110	
IV	Juin		22 690 464	
V	Juillet - Nov		29 472 253	
VI	Déc 96 - Mai 97		11 152 700	
VII	Juin 97		5 701 050	
VIII	Nov - Juillet 97		29 354 951	
	Soldes caisses	3 458 333		
	Totaux		106 167 670	51 952 330
N° des mémoires de paiement	DP n°2		MONTANT DEPENSE	DISPONIBLE
	Montant initial du DP	158 313 000		
	Avance initiale	40 000 000		
I	Sept 97		4 083 180	
II	Sept 97 (camp. de vacc. y compris 20% du FIDE)		7 779 407	
III	Octobre 97		18 797 394	
	Soldes caisses	9 340 019		
	Totaux		30 659 981	127 653 019

#### **4 - Le compte spécial du FIDE**

##### **- Rappel sur sa mise en place**

La création du FIDE s'est faite en se substituant au Fonds de Développement de l'Elevage (FDE), il est alimenté par les taxes et redevances prélevées sur la filière de l'élevage.

Ces taxes sont de différentes natures, il existe des :

- taxes sanitaires,
- taxes de marché,
- taxes communales,
- taxes de vaccination,
- taxes de convoyage.

Les taxes de vaccination, prélevées par les chefs de secteur et les directeurs régionaux, alimentent le fonds "campagne de vaccination" logé au FIDE et géré par le Directeur du FIDE qui est également le secrétaire de l'UCTF. Ce fonds est également soumis à une double signature : celle du Directeur du FIDE et de son Comptable. Une proposition de la Coordination du PARC à l'Union Européenne de faire en sorte que le Directeur du FIDE (ou son comptable) et le Coordonateur du PARC (ou son homologue) signent les dépenses faites sur le compte campagne de vaccination n'a pas été retenue. Les versements sur le compte se font, déduction faite des ristournes aux vaccinés ou de la réduction par animal marqué. Ce fonds devrait permettre, en fin de projet, d'assurer la totalité des frais des campagnes de vaccination.

#### **5 - SUIVI ET EVALUATION**

En dehors des missions de supervision de l'Unité de Coordination, le projet devra faire l'objet d'une mission d'évaluation en fin de la phase actuelle. Cette évaluation devrait porter sur :

- a) la situation de la peste bovine, le taux d'animaux marqués et vaccinés selon les rapports d'activités et les résultats de la sérosurveillance, sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement dans le cordon sanitaire ;
- b) l'amélioration de la santé animale, de la distribution des intrants et des services aux éleveurs;
- c) le niveau de revenus des éleveurs.

Cette évaluation suppose qu'un certain nombre de données soient disponibles et notamment en ce qui concerne les rapports d'activités et la tenue de tableaux de bords techniques avec des indicateurs de suivi bien définis.

## **6 - PREPARATION D'UNE NOUVELLE PHASE DU PROGRAMME PARC**

A l'échelon continental, une suite au programme PARC est en cours d'identification sur le 8<sup>ème</sup> FED, elle pourrait être un projet de santé animale, basé sur des réseaux de surveillance épidémiologique avec un fort volet de lutte contre la peste bovine.

Cette nouvelle phase, axée sur la santé animale, définira une stratégie globale d'éradication finale de la peste bovine sur tout le continent. Elle formulera des recommandations particulières en matière de lutte, de contrôle et de surveillance épidémiologique.

**Aussi le projet PARC/RCA doit déjà intégrer ces stratégies dans ses propres programmes qu'il doit aborder avec une vision régionale.**

## **7 - CONCLUSIONS**

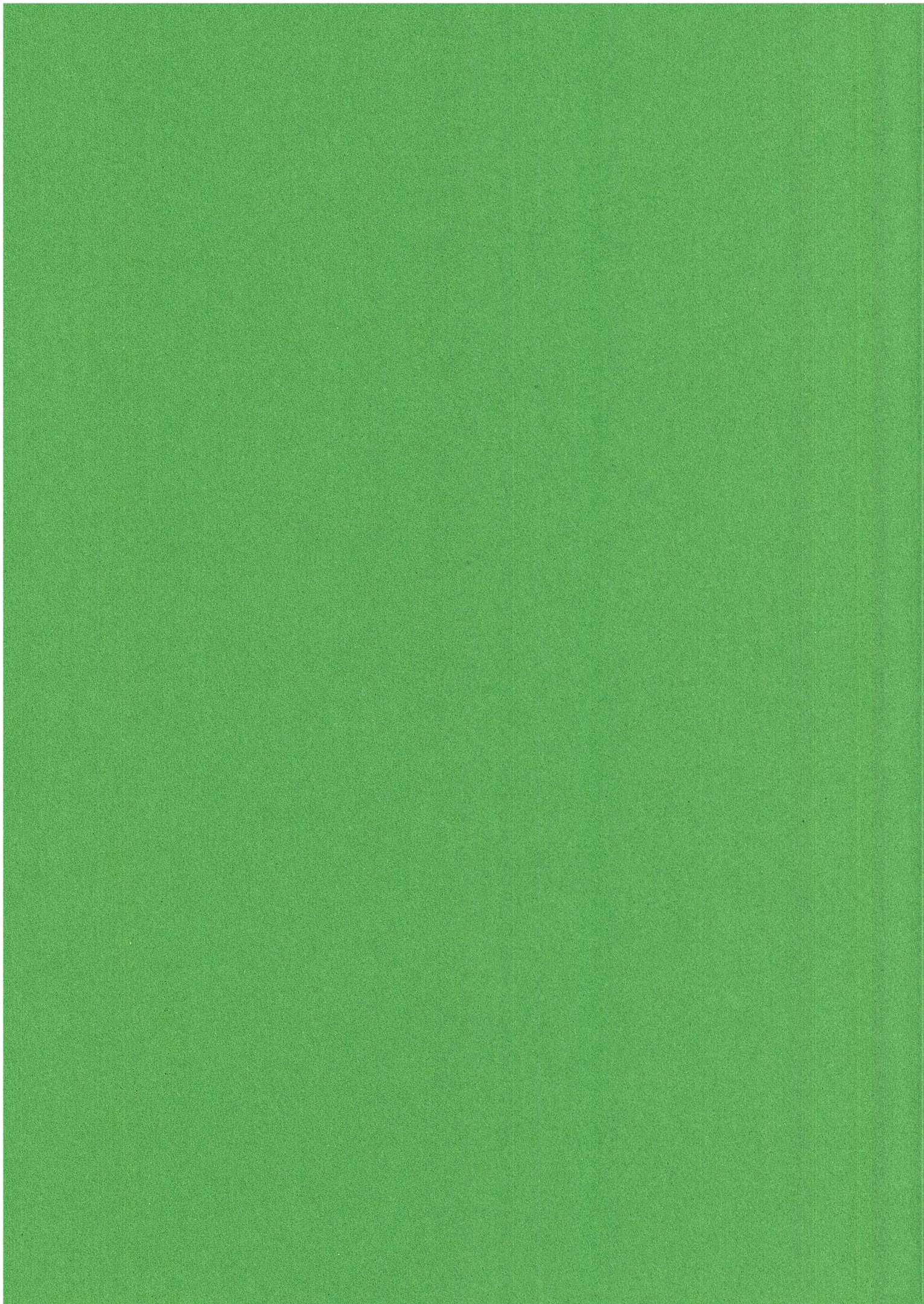
Compte tenu de la perspective de cette nouvelle phase du PARC financée sur le 8ème FED et de ses orientations générales, la mission présente dans la deuxième partie de ce rapport un certain nombre de recommandations.

Le projet devra avoir pour objectif de se concentrer que sur la santé animale avec en priorité le problème de la surveillance de la peste bovine. Toutes les autres activités et même le volet n° 2, devraient apparaître comme des moyens indispensables à mettre en place pour parvenir à l'objectif spécifique essentiel de l'éradication de la peste bovine.



***DEUXIEME PARTIE***  
***PROPOSITIONS POUR LA POURSUITE***  
***DU PROJET***







# **I - CADRE DU PROJET**

## **I.1 - Cadre général**

La prochaine phase du programme, financé sur le 8<sup>e</sup> FED, pourrait être un projet de santé animale basé sur la mise en place de réseaux de surveillance épidémiologique avec un volet important sur l'éradication de la peste bovine. Aussi, la poursuite du projet PARC RCA doit consolider ses actions spécifiques en intégrant les recommandations du futur programme 8<sup>ème</sup> FED.

Dans son volet n° 1 « renforcement de la santé animale et installation du cordon sanitaire », une consolidation des activités en cours, voire même un élargissement de celles-ci, semble nécessaire à conforter, mais en y introduisant une nouvelle orientation, visant à la mise en place d'un environnement favorable au lancement du processus de privatisation de la profession vétérinaire. Ce thème devrait être profitable aussi bien pour le volet n°1, que pour le volet n°2, « appui aux groupements ».

Le renforcement des activités, aussi bien concernant celles du volet n°1, que celles du volet n°2, devra se faire en appuyant la coordination et en lui donnant les moyens de suivre l'ensemble du projet.

## **I.2 - Insertion institutionnelle du projet PARC-RCA**

Le coordonnateur a un rôle relationnel extrêmement important à jouer avec les différents services techniques en place, au niveau de la DSA comme au niveau des directions régionales, services qu'il doit être en mesure de mobiliser.

Or la position actuelle du coordinateur, qui était encore celle de chef de service de l'épidémiologie-surveillance lors de la mission et le plaçait sous la tutelle du DSA, ne lui donne pas toute facilité pour mobiliser les partenariats nécessaires. Il serait souhaitable qu'il soit rapidement remplacé dans sa fonction de chef de service et que soit confirmé le rattachement de la Coordination directement à la Direction Générale. Ceci est d'autant plus nécessaire que le coordonnateur doit entretenir d'importantes relations techniques avec tous les services techniques de l'élevage, mais également avec ceux de la FNEC.

## **I.3 - Organisation et procédures d'exécution**

L'organisation du projet et ses relations avec les structures techniques, pourrait se faire selon l'organigramme proposé ci-après.

Un comité de pilotage pourrait être logé au niveau du CIC et pourrait regrouper:

- les responsables techniques des différents services de l'ANDE et de la FNEC
- le coordinateur national et le responsable du volet n° 2,
- les opérateurs économiques de la filière élevage,
- la délégation de l'Union Européenne,
- les représentants des autres bailleurs de fonds impliqués directement ou indirectement dans le projet.

Ce comité pourrait se réunir au moins tous les trimestres pour faire un bilan technique des activités exécutées par le projet au cours de la période écoulée et évaluer le programme prévisionnel proposé par la coordination.

## **II - OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES**

L'objectif global de la poursuite du projet demeure l'amélioration des revenus des éleveurs et de l'Etat par l'amélioration de la productivité.

L'éradication de la peste bovine avec l'installation d'un cordon sanitaire dans le Nord et l'Est du pays et la lutte contre les maladies épizootiques sont toujours les objectifs spécifiques à atteindre au cours du projet.

En ce qui concerne le volet n° 1, objet de notre mission, nous proposons des objectifs spécifiques, des résultats et des activités qui pourraient être spécifiques d'une part à la coordination et d'autre part au thème de la santé animale. Ces éléments, repris dans les tableaux ci-dessous, pourront être des éléments indicatifs pour le D.P. n° 3.

### **II.1 - La Coordination**

#### II.1.1 - Définition de la Coordination

Il n'est pas apparu normal à la mission que le coordonateur national ne soit en charge que du volet n°1 et qu'il n'ait aucune information sur le volet n° 2. Or ces deux volets sont liés puisque ils ont le même objectif global et que l'on peut considérer le volet n°2 comme l'un des moyens d'atteindre les objectifs spécifiques du volet n°1.

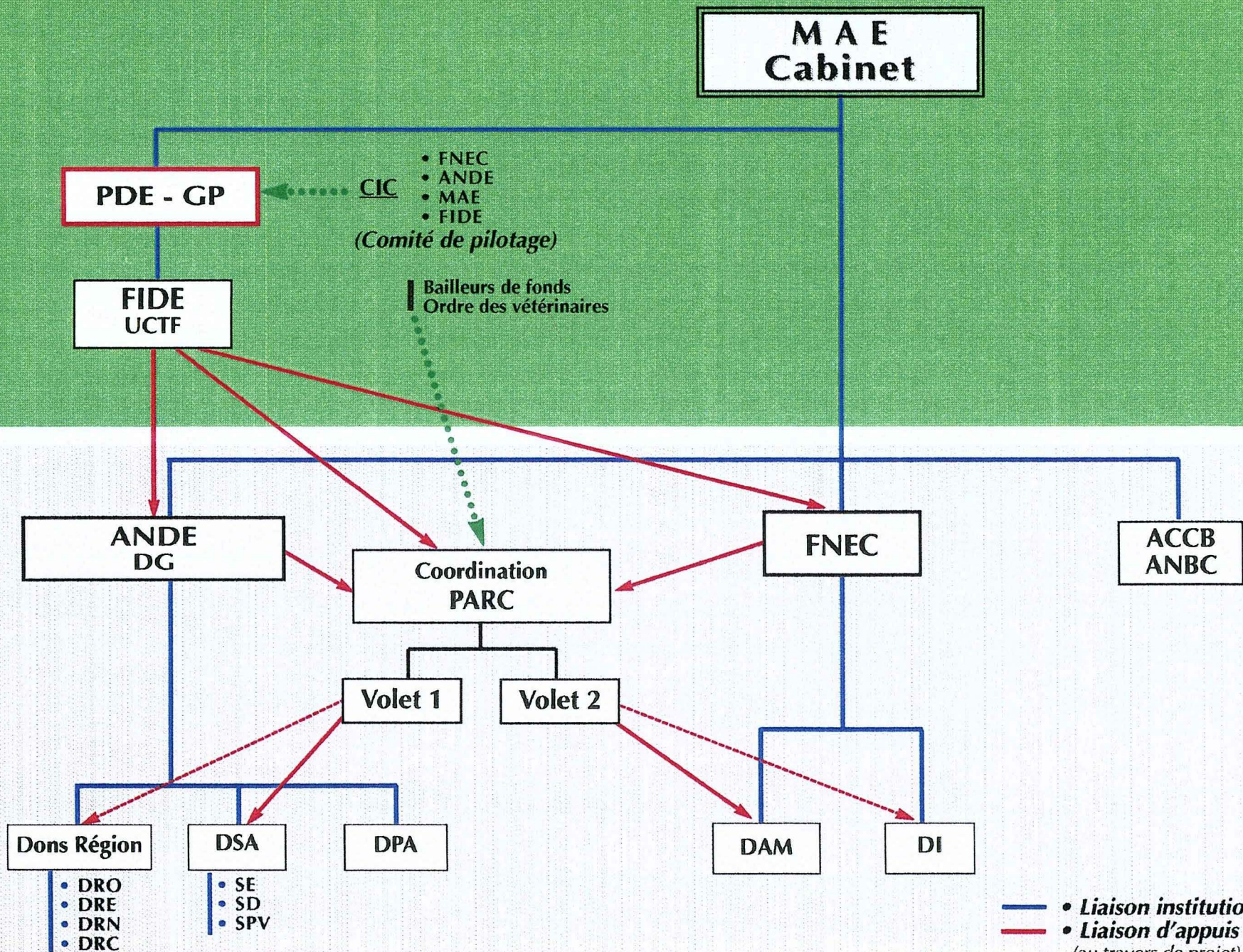
Aussi dans le cadre de ses activités actuelles, la mission recommande que le Coordonateur National ait, tout en maintenant la responsabilité de l'exécution technique au directeur de la DAM, un rôle réel de coordination sur l'ensemble du projet et donc dans le suivi de l'exécution des activités techniques du volet n°2. Il devra être en mesure d'assurer le suivi-évaluation technique et financier des deux volets.

Enfin, le coordonateur ne semblait assurer, au moment de la mission, aucun suivi financier des fonds engagés directement par la délégation sur les appels d'offres. Il paraît essentiel qu'il puisse disposer du suivi financier de l'ensemble des fonds du projet dans le cadre de la convention.

#### II.1.2 - Les tâches de la Coordination

- Elle aura à préparer pour chaque comité de pilotage :
  - une **programmation/planification** définissant les objectifs opérationnels du volet n°1 dont il est en charge ;
  - un bilan technique et financier des activités de ce volet justifiant la bonne **utilisation des ressources financières et logistiques** par rapport aux objectifs du DP en cours ;
  - une situation technique et financière du volet n°2.









- Elle aura à mettre en place un **suivi-évaluation technique et financier** efficace et pertinent vis à vis des objectifs et des résultats techniques attendus. Ceci permettra l'élaboration des **tableaux de bord** techniques par activité et d'un tableau de bord récapitulatif. Ces tableaux de bord concerneront aussi bien les devis programme que les marchés par appel d'offre.

L'arrivée du nouvel assistant technique, « conseiller technique » du coordonateur devrait permettre à la coordination de remettre en service, au projet le logiciel de gestion qui avait été mis en place par l'assistant technique précédent et qui semblait être toujours disponible sur disque dur au FIDE.

A cet égard, la mission a pu constater au cours de son séjour, que le matériel acquis sur financement FAC pour l'assistant technique, n'était pas disponible lors de son arrivée. Des mesures devront être rapidement prises pour que l'AT puisse être opérationnel dans les meilleurs délais.

- Elle aura à consolider un système de communication efficace et d'impact vis à vis des activités du projet. Ce système permettra :
  - la sensibilisation des opérateurs concernés, les éleveurs par l'intermédiaire de la FNEC, mais également les agents de terrain et, plus tard tous les acteurs des campagnes de vaccination ou participant aux réseaux d'épidémiosurveillance tels que les vétérinaires privés si ceux-ci venaient à être mis en place ;
  - l'amélioration de la communication interne et externe.
- Pour l'appuyer dans l'exécution de ses tâches, le coordonateur programmera les différentes missions d'appui prévues dans le marché passé entre l'ANDE et le CIRAD-EMVT et jugera de l'opportunité de proposer, en comité de pilotage, d'autres missions sur des thèmes nouveaux ou des activités à consolider.

Les objectifs, résultats et activités de la coordination sont repris dans le tableau « cadre logique » II-1.

## **II.2 - Le système national d'alerte et de surveillance épidémiologique**

L'objectif du projet demeure l'éradication de la peste bovine et la lutte contre les maladies épizootiques. La lutte contre la PB est particulièrement importante en RCA par la position éminemment stratégique de ce pays à l'échelon du continent et par l'importance du cordon sanitaire mis en place dans le nord du pays, conformément aux recommandations de l'OUA/IBAR et devant éviter aux pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest de voir la peste se propager à partir des pays voisins, notamment du Soudan.

Cette lutte se fera en premier lieu par la mise en place d'un réseau de surveillance épidémiologique spécifique consacré à la surveillance de la peste bovine et par l'organisation de campagnes de vaccination, contre la peste bovine, notamment dans le cordon sanitaire.

Ce réseau devra s'intégrer dans le Système National d'Alerte et de Surveillance Epidémiologique et se faire avec l'appui du programme régional « Epidemiologie Surveillance » de l'OUA-IBAR, projet dont la mise en oeuvre est confiée à la FAO.

**Tableau II-1**

**OBJECTIFS GENERAL ET SPECIFIQUES DU PARC/RCA**

**OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES DE LA COORDINATION**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
<b>Objectif global</b>	- Amélioration des revenus des éleveurs et de l'Etat	Revenus des éleveurs et recettes fiscales	Enquêtes auprès des éleveurs et des services publics, Missions d'évaluation externes	Dispositif de suivi-évaluation est opérationnel
<b>Objectifs spécifiques du Projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eradication de la peste bovine et lutte contre les maladies épizootiques,</li> <li>- Installation d'un cordon sanitaire dans le nord et l'est du pays avec 75 à 80 % d'animaux vaccinés et poursuivre la vaccination sur le reste du pays.</li> </ul>	<p>Décision de l'OIE</p> <p>Préparer le Devis Programme n°3 en utilisant les reliquats de la convention en cours</p>	<p>Evaluation de l'OIE</p> <p>Evaluation du projet au cours du premier trimestre 1999 dans le cadre du marché ANDE/CIRAD-EMVT</p>	<p>Le réseau d'alerte est opérationnel, traduisant la mise en place d'un système national d'épidémiosurveillance</p> <p>Bonne gestion des ressources et la coordination est renforcée et devient plus opérationnelle</p>
<b>Objectifs spécifiques de la Coordination</b>	<p>Etablir une programmation régulière</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une bonne utilisation des ressources financières</li> <li>- Créer un système de suivi-évaluation</li> </ul>	<p>Devis programme n°3 et rapports d'activités établis pour les réunions trimestrielles du comité de pilotage</p> <p>Tableaux de bord financiers par activité</p> <p>Tableaux de bord techniques par activité</p>	<p>Missions de supervision/évaluation</p> <p>Rapports budgétaires et comptables</p> <p>Rapports de suivi-évaluation</p>	<p>La méthode du cadre logique est maîtrisée</p> <p>Le personnel assurant la gestion au sein de la coordination est compétent</p> <p>Les différents services techniques de terrain sont efficaces et en totale coordination avec le projet</p>
<b>Résultats attendus de la coordination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la gestion des ressources</li> <li>- Renforcement des compétences</li> <li>- Renforcement de la coordination avec les services techniques et tous les acteurs (groupements...)</li> </ul>	<p>Une seule régie pour tout le projet</p> <p>Formations en gestion, comptabilité et suivi-évaluation</p> <p>Périodicité et nombre de tournées de sensibilisation (radio, tv, affiches, plaquettes, autres ...), qualité et nombre des documents diffusés...</p>	<p>Evaluation/supervision externe</p> <p>Evaluation/supervision externe</p> <p>Sondages auprès des éleveurs et de l'administration, rapports de tournée, de la coordination</p>	<p>Comptabilité est maîtrisée</p> <p>Les moyens nécessaires sont utilisés</p> <p>Les moyens sont disponibles et utilisés, le personnel est formé et efficace</p>
<b>Principales activités de la coordination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création du comité de pilotage</li> <li>- Elaborer le devis programme n° 3</li> <li>- Elaboration des tableaux de bord</li> <li>- Formation des agents</li> <li>- Faire l'Inventaire des équipements actuels avant tous nouveaux investissements</li> </ul>	<p>Tenue régulière des réunions</p> <p>Document DP n° 3</p> <p>Nombre de tableaux de bord</p> <p>Nombre d'agents formés, jours de formations, thèmes...</p> <p>Rapports sur l'équipement actuel (informatique, voitures...)</p>	<p>Rapports d'activités et missions de supervision externes</p> <p>Missions de supervision externes</p> <p>Missions de supervision externes</p> <p>Missions de supervision externes</p> <p>Mission de supervision externes</p>	<p>L'administration appuie et participe à la démarche</p> <p>La coordination, avec l'appui de l'assistant technique, est en mesure de faire le devis-programme</p> <p>La coordination a réalisé le travail</p> <p>Le budget est utilisé et le suivi assuré</p> <p>Disponibilité et participation de l'ANDE</p>

Ce projet, chargé lui même d'animer à l'échelon continental un réseau de 20 à 25 laboratoires et unités d'épidémiologie dans les pays du PARC, devra renforcer la surveillance épidémiologique au niveau de chaque pays de la région inter-tropicale et instituer des liens entre tous les pays, notamment dans la collecte de l'information et de la communication.

Aussi, au niveau de la RCA, le réseau peste bovine aura pour **objectifs spécifiques** de donner au pays les moyens :

- de déceler, au travers d'un **échantillonnage cyclique** (basé sur la connaissance des effets saisonniers et des mouvements des troupeaux), l'éventuelle circulation du virus bovinepestique ;
- de s'assurer que tout foyer de maladie évoquant la peste bovine, soit signalé et fasse l'objet d'études cliniques, épidémiologiques et de laboratoire.

Les investissements réalisés pour la mise en place de ce réseau, pourront être valorisés par leur exploitation dans le cadre du système national pour d'autres activités de surveillance dans le cadre d'autres réseaux et notamment en :

- assurant la surveillance d'autres grandes maladies infectieuses d'importance économique majeure (PPCB, brucellose, charbons, fièvre aphteuse, brucellose, pasteurellose ou rage) pour le bétail bovin et de PPR pour les petits ruminants, existant à l'état endémique ou de vigilance vers d'autres maladies inexistantes dans la région.

Les **résultats attendus** de cette surveillance vis à vis de la peste bovine, sur un plan national, concerneront les implications dans ce réseau, des agents de terrain du secteur public, des groupements d'éleveurs, de la FNEC et éventuellement dans quelques années, des vétérinaires privés. Pour certaines maladies, comme la PPCB, ils impliqueront d'autres acteurs tels que les agents des abattoirs, des tueries ou de certains laboratoires. Ils concerneront également, par l'organisation d'un flux d'informations sanitaires, la mise à disposition des données permettant de suivre l'état de santé de la population bovine, avec comme thème majeur la peste bovine.

Dans le cadre du projet PARC, la principale **activité** de ce thème sera la constitution effective du **réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine**, responsable du système d'information sanitaire relatif à cette épizootie.

Ce réseau de surveillance épidémiologique sera le premier élément du système national d'alerte et de surveillance épidémiologique en RCA. Il reposera sur les groupements d'éleveurs de la FNEC, les agents de terrain du service public et les quarante postes d'observation prévus par la DSA dans le cadre de son réseau d'alerte.

Grâce au projet, **les moyens attendus** concernent les compléments d'équipements en place, de prévoir les moyens financiers pour conduire les activités propres du réseau ou celles d'interventions en urgence, lorsque celles-ci seront nécessaires. Le projet devra s'assurer de la disponibilité des moyens pour la formation et la sensibilisation des agents des postes, des éleveurs dans les groupements et éventuellement, plus tard des vétérinaires privés. Ensuite dans le fonctionnement courant, le projet attribuera les moyens pour assurer les déplacements, les prélèvements, et les rémunérations spécifiques aux activités du réseau.

Dans le principe, il est hors de question de constituer de nouvelles structures dans les services de l'élevage, mais bien de s'appuyer sur les structures existantes. Aussi le projet aura dans un premier temps à s'assurer du bon état de l'équipement en place après en avoir fait l'inventaire



et d'apporter les moyens de fonctionnement de ces équipements, uniquement pour les activités conduites dans le cadre du réseau.

En cas d'apparition de foyer de peste bovine, le coordinateur et les services techniques devront être en mesure de prendre des mesures d'urgence : confirmer la maladie par le laboratoire et décider quelles mesures à prendre, vacciner, prendre les mesures de quarantaine, de surveillance ou d'abattage. Aussi sera-t-il nécessaire de préparer un **plan d'intervention d'urgence**, avec l'aide de l'Unité de Coordination du PARC à Nairobi, conformément à l'esprit du séminaire de l'IBAR-FAO, tenu à Bamako en 1995 sur la gestion et le programme EMPRES de la FAO.

Ces actions pourront être conduites, en concertation avec le réseau régional, grâce au "fonds d'intervention d'urgence", engagé par la délégation et disponible à hauteur de 75 millions de F.CFA.

### **II.3 - L'organisation des campagnes de vaccination contre la PB et la PPCB**

Le risque de voir la peste se propager à partir des pays voisins, notamment du Soudan, a conduit l'Unité de Coordination et l'OUA/IBAR à recommander l'installation d'un cordon sanitaire dans le nord du pays.

Cependant la justification des campagnes de vaccination contre la PB dans le cordon sanitaire et celles contre la PPCB ou éventuellement contre la PPR, ne se fera que dans la mesure où ces campagnes seront prises totalement en charge par les éleveurs et que progressivement, les autorités pourront disposer des moyens financiers nécessaires pour les assumer.

L'**objectif spécifique** de ce thème sera la mise en oeuvre de ces campagnes à la demande des éleveurs au travers de groupements d'éleveurs.

Les **résultats attendus** seront la prise en charge de ces campagnes en totalité par les éleveurs ou leurs groupements et la mise en place de budgets nationaux en mesure d'assurer l'organisation et l'exécution des campagnes. Elles pourraient également se faire dans quelques années par l'intermédiaire de vétérinaires privés dont l'installation pourrait être favorisée par l'octroi d'un mandat sanitaire et être un élément incitatif à l'installation de vétérinaires privés par les revenus que ces campagnes pourront leur apporter.

En ce qui concerne la peste bovine le résultat attendu est d'arriver à l'objectif fixé d'un taux d'animaux vaccinés au niveau national, entre 75 et 80 %, objectif qui à terme devrait concerner uniquement le cordon. Pour les autres maladies le résultat attendu est le contrôle de ces pathologies.

Enfin, le résultat principal attendu est, par l'intermédiaire de ces campagnes de vaccination, de participer à l'amélioration des paramètres zootechniques des troupeaux et à l'augmentation de leur productivité.

Les **activités** qui seront mises en oeuvre dans le cadre du projet concernent les compléments d'équipement à apporter aux services publics pour la conduite de ces campagnes, le renforcement de leur suivis, sur le plan technique avec le pourcentage des effectifs vaccinés mais également au travers d'une sérosurveillance et le marquage des animaux. Elles concerneront également la réalisation des infrastructures programmées.

Les campagnes contre la peste bovine, comme la surveillance de cette maladie, passeront par une forte préparation et une sensibilisation des éleveurs, au travers des groupements ou des associations. Elles passeront également par des programmes de formation de tous les acteurs et, dans l'hypothèse où des vétérinaires privés pourraient être mandatés pour les campagnes, elles passeront enfin par la mise en place d'un processus de privatisation de toute la profession vétérinaire.

### II.3.1 - Le renforcement des moyens

La majorité des équipements de la chaîne de froid date de 1983, vingt cinq millions de f.CFA sont programmés sur le DP n°2 pour leur remplacement et des compléments seront à prévoir pour achever ces remplacements, acquérir du matériel de transport isotherme et du petit matériel. Certaines infrastructures programmées n'ont pas été réalisées, leur mise en place devra être programmée avant la fin du projet.

Un véhicule destiné aux équipes mobiles a été saccagé lors des mutineries et devrait être remplacé.

En matière d'informatique, sur les trois unités acquises la première année du projet, seule un ordinateur était disponible lors de la mission, auprès de la coordination. Les activités de suivi des vaccinations et de sérosurveillance, pour le traitement des données collectées, nécessiteront leur restitution ou leur remplacement.

En conclusion, après un inventaire rigoureux des moyens disponibles et de ceux pouvant être "récupérés", les moyens nécessaires complémentaires seront identifiés et acquis.

### II.3.2 - Le marquage des animaux

L'augmentation beaucoup trop faible du pourcentage d'animaux vaccinés marqués, prouve que de gros efforts de sensibilisation de la part des agents de terrain doivent être faits (cf. rapport A. Le Masson).

### II.3.3 - La sérosurveillance

En 1998, la sérosurveillance de la peste bovine qui n'a pas été faite depuis la campagne de 1994 sera reprise. Elle devra être conduite selon la méthodologie employée en 1994 en renforçant les échantillons prélevés dans la zone du cordon sanitaire.

Une mission d'appui sera mise en oeuvre avant le début de cette prochaine campagne de sérosurveillance pour évaluer la stratégie proposée et y apporter éventuellement des compléments.

### II.3.4 - La sensibilisation et la communication (cf. rapport A. Le Masson)

La forte sensibilisation des éleveurs, au travers des groupements, sera mise en oeuvre en tenant compte des différences géographiques entre les régions du nord, de l'est, de l'ouest et du centre. Les sensibilisations concerneront également les agents des postes vétérinaires, notamment sur le diagnostic clinique de la peste bovine, mais également sur les politiques nationales en matière de surveillance épidémiologique ou de vaccinations. Enfin, le marquage devra figurer dans les thèmes de sensibilisation. Chaque fois que cela sera possible, les vétérinaires privés seront associés à ces activités.

### II.3.5 - Les formations

Certaines formations sont programmées dans le cadre du PDE-GP, elles sont indispensables mais les formations propres aux activités de santé animale et notamment dans les domaines de l'épidémiologie et les méthodes de diagnostics devront faire l'objet de cibles privilégiées, avec des agents en poste et dont les compétences sont déjà reconnues et qui devront rester à leur poste.

Elles concerneront, à tous les niveaux, des formations ou des recyclages d'agents impliqués dans le réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine.

Ces formations se feront en Europe pour certains cadres et au travers d'ateliers en informatique, selon les catégories des agents et dont les thèmes seront : l'informatique, l'épidémiologie et la collecte des informations et des prélèvements.

Les objectifs, résultats et activités concernant la santé animale sont repris dans le tableau « cadre logique » II-2.

## **II.4 - L'orientation vers le démarrage du « processus de privatisation de la profession »**

Le démarrage de ce thème a été écarté jusque là en RCA pour différentes raisons et notamment le nombre insuffisant d'agents disponibles, un réseau de distribution de médicaments vétérinaires exceptionnel en Afrique et couvrant bien le territoire, enfin le peu d'enthousiasme des responsables et des personnes éventuellement concernées.

Or aujourd'hui il paraît indispensable d'envisager, conformément aux volontés politiques du pays, un partage des responsabilités entre le service public et le service privé. Un certain nombre de fonctions remplies jusque là par le service public, pourraient être prises en charge par des agents du secteur privé, si ceux-ci existaient et surtout si l'environnement législatif du pays permettait leur installation.

### II.4.1 - Justificatifs

Même si la distribution des intrants est largement dominée par la FNEC et son réseau avec quelques opérateurs privés, les derniers événements de RCA ont montré que cette situation ne pouvait être exclusive et qu'une évolution devait se mettre en marche. D'autre part, cette implication d'une partie du secteur privé ne concerne que la distribution des intrants vétérinaires et exclut pratiquement tous les services et soins attendus par la majorité des éleveurs.

En ce qui concerne les ressources humaines, avec seulement 28 docteurs vétérinaires dans le service public, pratiquement tous basés à Bangui, un seul dans le privé et 4 en formation, la RCA est certainement déficitaire en opérateurs de haut niveau dans une perspective de privatisation. Néanmoins, l'importance des techniciens et des personnels auxiliaires, laisse supposer que quelques équipes pourraient se mettre en place, en tout petit nombre dans un premier temps, encore faut-il que les conditions de mise en place leur soient favorables.

**Tableau n° II-2**

**OBJECTIFS RESULTATS ET ACTIVITES DU VOLET N° 1**

**SANTE ANIMALE**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine</li> <li>- Installation d'un cordon sanitaire dans le nord et l'est du pays</li> <li>- Poursuite des campagnes de vaccination sur tout le territoire (PB, PPCB et PPR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de prélèvements et d'échantillons analysés</li> <li>Taux d'animaux séropositifs à la peste bovine, nombre d'animaux marqués à l'oreille</li> <li>- Taux de vaccination de l'ensemble du cheptel vacciné</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'analyse du laboratoire et des missions de supervision</li> <li>Rapports d'analyse du laboratoire et des missions de supervision</li> <li>Rapports des directions régionales et des missions de supervision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui de l'UC de Nairobi et de la Coordination Régionale pour la mise en œuvre du programme régional de surveillance épidémiologique</li> <li>Les laboratoires central et régionaux sont équipés en moyens humains compétents et en matériels</li> <li>Le financement des campagnes est progressivement pris en charge par le FIDE</li> </ul>
<b>Résultats attendus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fourniture d'un flux d'information sur l'état de la population bovine</li> <li>- Atteindre les résultats prévus dans le DP en matière de prélèvement et de vaccinations</li> <li>- Amélioration des paramètres zootechniques et économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre des rapports et notes</li> <li>Nombre de prélèvements, d'animaux marqués et taux d'animaux séropositifs</li> <li>Taux de mortalité, fécondité..., productivité, prix de vente, quantité commercialisée, exporté...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports du Suivi-évaluation et supervisions externes</li> <li>Rapports du Suivi-évaluation et supervisions externes</li> <li>Missions de supervision et évaluation externes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le suivi-évaluation est opérationnel et les supervisions sont efficaces</li> <li>Le suivi-évaluation est opérationnel et les supervisions sont efficaces</li> <li>L'implication de tous les acteurs est assurée: postes vétérinaires, cadres de l'administration régionale et centrale</li> </ul>
<b>Principales activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des campagnes sensibilisation</li> <li>Renforcement des infrastructures vétérinaires et dotation en moyens de fonctionnement</li> <li>Organisation et formation du réseau de surveillance épidémiologique</li> <li>Directives pour l'installation du cordon sanitaire</li> <li>Poursuite des campagnes de vaccination</li> <li>Elaboration d'un plan d'intervention d'urgence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de groupements et d'éleveurs touchés par les réunions de sensibilisation</li> <li>Nombre de postes, niveau des équipements</li> <li>Nombre de postes de terrain équipés, nombre d'agents formés</li> <li>Taux d'animaux séropositifs et animaux marqués</li> <li>Taux de vaccination du cheptel par région, zone...</li> <li>Rapport "plan d'intervention d'urgence"</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'activité de la coordination et de la FNEC</li> <li>Rapports d'activité de la coordination et de la DSA</li> <li>Rapports de la Coordination, de la DSA et sondages auprès des éleveurs</li> <li>Suivi Evaluation de la coordination et missions de supervision externes</li> <li>Rapports d'activité de la DSA et de la coordination</li> <li>Rapports de la DSA et de la coordination et des missions de supervision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne coordination entre les services de l'ANDE et de la FNEC</li> <li>Bonne coordination entre le projet et les services techniques</li> <li>Les services de l'ANDE sont bien coordonnés avec le projet et le PARC a fourni les moyens nécessaires</li> <li>Tous les acteurs du réseau sont formés, opérationnels et ont les moyens indispensables</li> <li>L'ANDE dispose des moyens de fonctionnement (projet PDE GP)</li> <li>L'ANDE est mesure de définir les mesures d'urgence à prendre, L'UC du PARC (Nairobi) apporte un appui méthodologique et les fonds engagés sont toujours disponibles</li> </ul>

#### II.4.2 - Mise en oeuvre

L'**objectif spécifique** de ce volet est d'accroître la mise à disposition de tous les éleveurs, des médicaments, des prestations et des soins vétérinaires.

Les **résultats attendus** de ce thème concernent en tout premier lieu la mise en place d'un environnement législatif propice au bon déroulement de ce processus et la responsabilisation des structures professionnelles telle que l'Ordre des vétérinaires.

Dans un deuxième temps il s'agira de voir de nouveaux jeunes vétérinaires formés se positionner sur le marché de la profession

La législation permettra de réglementer le marché du médicament, l'organisation du milieu professionnel avec l'Ordre des vétérinaires qui progressivement pourra prendre en charge le suivi et la gestion du processus de privatisation sous le contrôle de l'Etat. Elle permettra l'attribution de mandats sanitaire, qui dans un premier temps pourraient être appuyés par le projet. En effet, en donnant la possibilité de financer des mandats sanitaire, si l'installation de vétérinaires privés étaient possible, cette mesure pourrait être un moyen d'incitation d'installation.

Parmi les **activités** à mettre en oeuvre, la première sur ce thème devrait être une mission d'étude<sup>1</sup> sur la relecture des textes législatifs, pourrait être demandée par la partie Centrafricaine aux bailleurs de fonds (le FAC pourrait financer une telle étude).

L'examen des textes existants montrent en effet beaucoup de contradictions dans leur contenu et l'introduction d'un nouveau secteur de demi-gros viendrait inutilement compliquer la situation. **Aussi la mission recommande que soient suspendues toutes mesures nouvelles en attente d'une étude du contexte législatif.**

La mise en place d'un nouveau cadre adapté devrait faciliter un certain nombre de points attendus, comme :

- la réglementation de l'importation et de la distribution des médicaments vétérinaires, leur détention et le cadre de leur utilisation ;
- l'octroi du mandat sanitaire ;
- le rôle des différents acteurs dans l'exercice de la profession (docteurs vétérinaires, ingénieurs d'élevage, techniciens supérieurs, techniciens d'élevage, agents de groupement, auxiliaire...).

Rappelons que des notions fondamentales entre l'élevage et la santé publique, justifient la législation vétérinaire et que ces notions sont incontournables dans leur application. Aussi, un certain nombre de mesures sont à prendre dans les meilleurs délais et notamment :

- 1) une loi sur l'exercice de la profession vétérinaire ;
- 2) une loi sur la pharmacie vétérinaire.

Parmi les autres activités à initier sur ce thème consiste à envisager de façon modérée la relance de la formation de cadres supérieurs, à Dakar ou à Rabat.

---

<sup>1</sup> Cf. termes de référence en annexe

Les objectifs, résultats et activités concernant la santé animale sont repris dans le tableau « cadre logique » II-3.

**Tableau II-3.**

**Objectifs, résultats et activités dans le volet n° 1 –DP 3**  
**Nouveau thème à introduire sur la privatisation de la profession vétérinaire**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
<b>Objectifs spécifiques</b>	<p>Mise à la disposition de tous les éleveurs des médicaments et des soins vétérinaires</p> <p>Mise en oeuvre d'un schéma directeur de la privatisation à l'échelon national</p>	<p>Nombre des privés installés, pharmacies, postes...Nbre d'éleveurs, nbre de soins (poste, zone, région), qté des médicaments vendus, prix des médicaments...</p> <p>Textes législatifs sur l'importation et distribution des médicaments, nombre des grossistes à l'importation et à la vente en gros, des détaillants, des ayants droits...Nombre de structures installées (officines, cliniques, dépôts...)</p>	<p>Rapports des postes vétérinaires, des régions, de la Coordination et missions de supervision</p> <p>Rapports de la CTAP, du suivi-évaluations, de la DNAMR, de l'ordre des Vétérinaires, étude de marché, et missions de supervision</p>	<p>Le cadre législatif est adopté concernant notamment l'importation et la distribution des médicaments</p> <p>La DNAMR, la DGRC-SDR et la CTAP sont efficaces, l'ordre des Vétérinaires est fonctionnel et les moyens utilisés</p>
<b>Résultats attendus</b>	<p>Renforcement des structures administratives</p> <p>Création d'un Ordre des Vétérinaires autonome et responsable</p> <p>Renforcement institutionnel</p> <p>Prise en compte d'une partie des activités de service public (vaccinations, épidémiosurveillance) par des privés</p>	<p>Rapports de l'Ordre des vétérinaires, de la CTAP, de la DNAMR, du CRC, de la DGRC-SDR, nombre d'agents formés sur place ou à l'étranger. Statut des agents de la CTAP</p> <p>Textes législatifs, installation des nouveaux cabinets, application du mandat sanitaire</p> <p>Organigramme de la Coordination et de ses relations dans le cadre de la nouvelle restructuration du secteur</p>	<p>Rapports du Suivi-évaluation et supervisions externes Mission supervision ou évaluation extérieure</p> <p>Rapports administratifs, du Suivi-évaluation et supervisions externes</p> <p>Missions de supervision et évaluation externes</p>	<p>Les structures administratives fonctionnelles, le suivi-évaluation opérationnel et les supervisions efficaces L'Ordre est impliqué</p> <p>Le suivi-évaluation est opérationnel et les supervisions sont efficaces</p> <p>L'implication de tous les acteurs est assurée et l'organisation centrale et régionale est fonctionnel</p>
<b>Principales activités</b>	<p>Réalisation d'une étude sur l'environnement législatif à l'échelon national</p> <p>Inventaire des ressources humaines susceptibles de s'installer en privé</p> <p>Réalisation des formations</p> <p>Encadrement des candidats à la privatisation et suivi des privés installés</p> <p>Réalisation d'une étude de marché sur la privatisation de la profession vétérinaire</p>	<p>Rapport sur le schéma directeurs de la privatisation à l'échelon national</p> <p>Nombre des formations sur place ou à l'étranger</p> <p>Nombre des candidats suivis, encadrés et nombre des privés installés par région</p> <p>Rapport sur cette étude et évaluations de celle-ci</p>	<p>Rapports de la Coordination, de la CATP et des missions de supervision</p> <p>Rapports et notes de la CATP</p> <p>Rapports de la CATP et du suivi évaluation</p> <p>Rapports, notes sur la programmation du schéma directeur (région, zone...)</p>	<p>La conduction de la CATP est efficace et bien soutenue par une expertise locale</p> <p>L'identification, la programmation et la réalisations des formations est bien conduite par la CATP</p> <p>La CATP est pleinement opérationnelle</p> <p>La conduite et l'exploitation de cette étude par la CATP est assurée</p>



## **II.5 - Les missions d'appui**

Suite à l'ensemble de ces recommandations, nous proposons la poursuite des missions d'appui prévues dans le marché et la réorientation de certaines d'entre elles conformément aux termes de références et au chronogramme ci-joints en annexe.

### **1) - Mission Sensibilisation et Communication**

Avant les campagnes de vaccination il sera nécessaire de reprendre les actions de sensibilisation des agents du terrain et des éleveurs, sur l'importance de ces campagnes et sur tous les moyens à mettre en oeuvre, notamment en ce qui concerne la tenue des fiches de suivi, le paiement des prestations par les éleveurs et le marquage des animaux.

Ces actions de sensibilisation concerneront également auprès des mêmes partenaires les raisons de la mise en place du réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine et de son intégration dans un système national de surveillance.

Trois missions de trois semaines seront programmées au cours du projet, deux missions en mai 1998 et mai 1999, une mission en fin d'année 1998 ou en début 1999, incluant un déplacement dans le nord du pays.

### **2) - Mission Diagnostic de Laboratoire**

Les missions diagnostic de laboratoire prévus dans le marché devront être mises en oeuvre dans les meilleurs délais, la première dès le premier trimestre de l'année 1998 et pendant deux semaines.

Elle devra :

- évaluer la situation des laboratoires, le niveau de leur équipement, de leurs moyens de fonctionnement, de leurs ressources humaines et des besoins en investissements ;
- évaluer les techniques de diagnostic utilisées dans les laboratoires, les besoins en réactifs, kits de diagnostic, les besoins en formations des techniciens et des agents de laboratoire ;
- évaluer l'adéquation entre les besoins de terrain avec la mise en place des réseaux de surveillance épidémiologique et les potentialités des laboratoires.

Deux autres missions de 10 jours chacune seront programmées en fin d'année 1998 et au cours de l'année 1999 pour faire le suivi des recommandations de la première mission diagnostic, contrôler les techniques de diagnostic mises en place, identifier éventuellement de nouveaux besoins en terme de diagnostic.

### **3) - Mission Epidémiologie et Séro surveillance et Contrôle du Cordon Sanitaire**

Trois missions de deux semaines pour la surveillance épidémiologique et l'appui à la sérosurveillance et trois missions de une semaine pour le contrôle du cordon sanitaire. Ces missions pourront être couplées et la première aura lieu dès le premier trimestre 1998.

#### 4) - Mission d'Evaluation du volet n°1 du Projet PARC

Une seule mission d'évaluation sera programmée en début de dernière année du projet, mission de deux semaines et conduite par deux experts, un vétérinaire ou zootechnicien économiste et un vétérinaire épidémiologiste, différent de l'épidémiologiste ayant fait les missions d'appui.

##### Récapitulatif :

- Sensibilisation - communication :	9 semaines
- Diagnostic laboratoire :	5 semaines
- Epidémiosurveillance :	6 semaines
- Contrôle cordon sanitaire :	3 semaines
- Evaluation :	<u>4 semaines</u>
<b>Total</b>	<b>27 semaines</b>

#### 5) - Mission hors marché

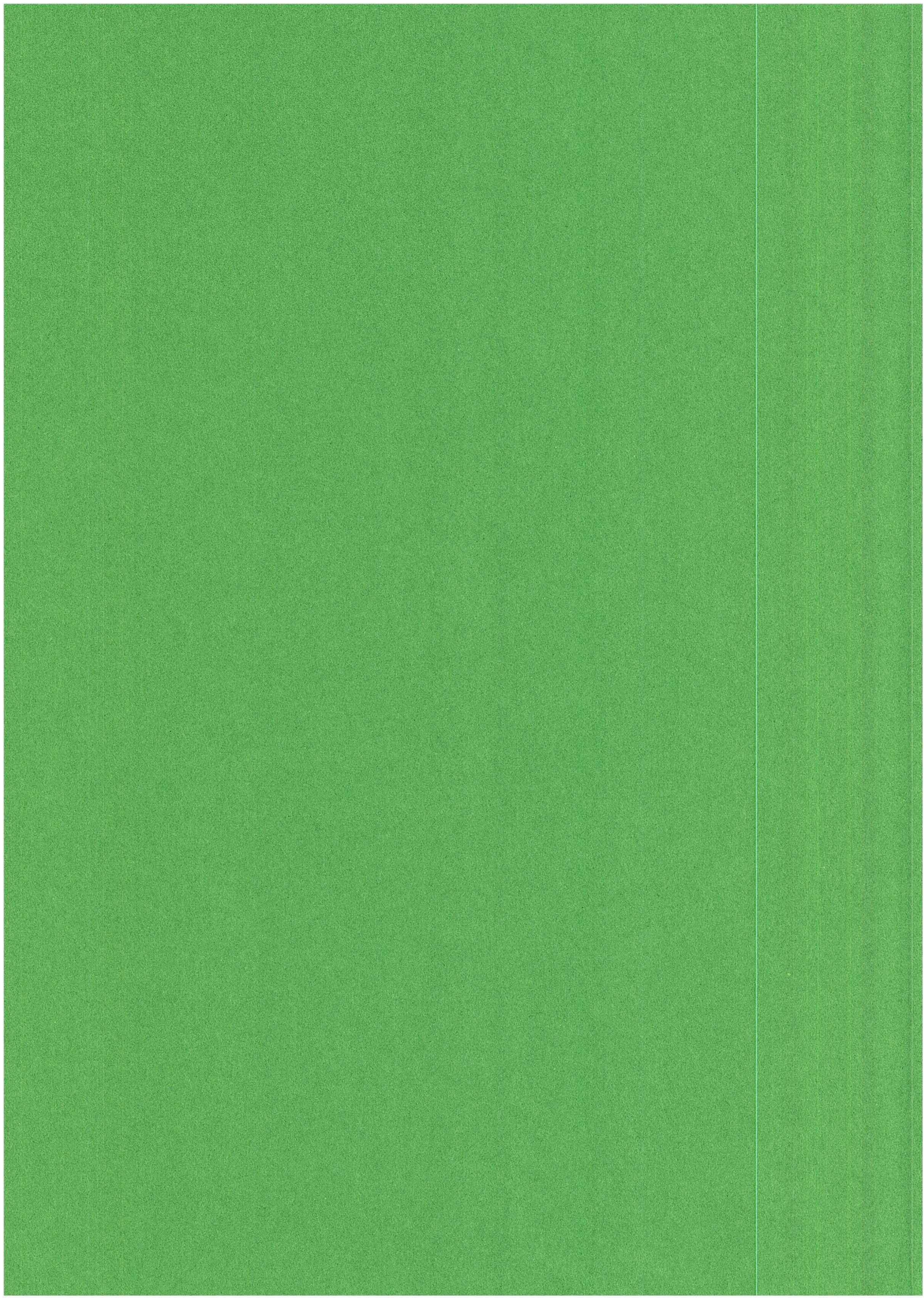
Une mission d'étude des textes législatifs pourrait être également programmée rapidement et représenter le démarrage de nouvelles orientations en RCA visant à initier le processus de privatisation de la profession vétérinaire.





# ***ANNEXES***







# **ANNEXE 1**

Les missions pourraient se dérouler selon le chronogramme proposé ci-après.

## CHRONOGRAMME DU PROJET

[illegible]

# ANNEXE 2

## Termes de référence des missions et profils des experts

### I - MISSIONS DANS LE CADRE DU CONTRAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE

#### I.1 - Mission Sensibilisation-Communication

Pour mémoire, cf. rapport A. Le Masson.

#### I.2 - Mission Diagnostic laboratoire

Profil requis : microbiologiste spécialisé en bactériologie et séro-immunologie vétérinaires connaissant bien les problèmes de gestion d'un laboratoire de diagnostic vétérinaire en Afrique.

Objectifs : améliorer la capacité de diagnostic des laboratoires vétérinaires nationaux par le contrôle des techniques utilisées et techniques nouvelles. Etablir leur rôle à jouer dans le suivi et la lutte contre les maladies du bétail et des animaux de basse-cour. Vérifier la gestion technique et l'organisation des laboratoires. La mission sera peut être amenée à proposer des modifications de statut du laboratoire de la DSA, visant à le rendre, ultérieurement, plus indépendant et jouissant d'une autonomie financière.

##### I.2.1. Deux semaines au cours du premier trimestre 1998 :

- préciser les missions des laboratoires pour la surveillance épidémiologique, la séro-surveillance de la peste bovine du territoire national et le diagnostic courant,
- évaluer la situation actuelle des laboratoires de Bangui et des Directions Régionales en termes d'équipement de fonctionnement et d'investissement,
- vérifier les capacités pratiques pour la réalisation d'un certain nombre de techniques de diagnostic bactériologique et sérologique,
- évaluer si nécessaire les besoins en formation des techniciens de laboratoire.

Activités à conduire : les techniques à vérifier devraient être les suivantes :

##### a) Isolement et identification bactériologiques :

- germes aérobies :
  - Entérobactéries (toutes espèces dont volailles) ;
  - Charbon Bactérien ;
  - Pasteurella (Septicémie Hémorragique) ;
  - Campylobactéries ;
  - Dermatophilus, Trichomonas ;
  - affections pyogènes (staphylo, Coryne...) ;
  - Mycobactéries.



- germes anaérobies :
  - Charbon Symptomatique.
- mycoplasmes :
  - PériPneumonie Contagieuse Bovine ;
  - PleuroPneumonie Contagieuse Caprine.
- mycologie :
  - Aspergillus, Candida ;
  - Lymphangite Epizootique.

#### **b) Antibiotogrammes**

#### **c) Techniques sérologiques**

- PPCB,
- brucellose,
- maladies abortives : Fièvre Q, Chlamydiose,
- sérologie virale aviaire :
  - Newcastle ;
  - Gumboro ;
  - Variole aviaire.

#### **I.2.2. Dix jours en fin d'année 1998 et dix jours au cours du deuxième trimestre 1999**

- évaluer les activités de diagnostic conduites dans les domaines de la surveillance épidémiologique :
  - au niveau du cordon,
  - sur le reste du territoire ;
- évaluer les diagnostics et activités conduites dans le cas de la sérosurveillance, sur tout le territoire à l'issue de la campagne de vaccination.

### **I.3 - Mission Epidémiosurveillance, Sérosurveillance et contrôle cordon sanitaire**

**Profil requis** : épidémiologiste vétérinaire, spécialiste de la surveillance vétérinaire et de la santé animale en Afrique.

**Objectifs** : méthodologie pour l'installation du cordon sanitaire, définition des activités à y mener, évaluer les effets des campagnes nationales de vaccination antipestique et anti péripneumonie. Dans un deuxième temps, il s'agira d'identifier les pathologies majeures comme contraintes au développement de l'élevage, de les hiérarchiser, pour les intégrer dans un système national de surveillance épidémiologique.

## Activités à conduire :

### 1.3.1. Pour la Peste Bovine et la PPCB :

a) Au cours de la première mission en début d'année 1998 :

#### **Cordon sanitaire :**

- proposer une méthodologie pour la mise en place d'un **cordon sanitaire** dans les zones sensibles de transit d'animaux, dans le cadre de la transhumance ou de la commercialisation, en provenance de zones à risques, proposer des indicateurs vérifiables pour le suivi et le fonctionnement de ce cordon ;

#### **Sérosurveillance de la vaccination**

- vérifier le protocole d'échantillonnage et de récolte de prélèvement pour des analyses sérologiques dans les zones de vaccination pour évaluer les effets de la vaccination ;
- évaluer et vérifier l'efficacité du système informatisé pour la saisie et l'interprétation des résultats des analyses sérologiques ;

#### **Réseau d'alerte**

- évaluer les premières mesures prises pour l'installation d'un réseau d'alerte et de surveillance épidémiologique et définir un protocole d'intervention en cas d'urgence, conformément aux méthodes recommandées dans le cadre du projet régional piloté par la FAO.

b) Au cours des deux autres missions, au quatrième trimestre 1998 et au cours du premier semestre 1999 :

- participer à l'interprétation des résultats des analyses sérologiques sur les animaux susceptibles d'avoir été vaccinés contre la PB et la PPCB ;
- au regard des résultats fournis, définir les orientations relatives à prendre pour la poursuite de la campagne de vaccination et éventuellement le renforcement des mesures prises ;
- évaluer le cordon sanitaire sur les bases des indicateurs vérifiables, proposer d'éventuelles réorientations ;
- évaluer les mesures prises en cas d'intervention d'urgence contre la peste bovine.

### 1.3.2. Pour les autres maladies :

En relation avec les structures existantes, le laboratoire central, les laboratoires régionaux et les postes vétérinaires, identification des pathologies majeures en tant que contraintes au développement de l'élevage centrafricain et faire des propositions pour les introduire progressivement, dans un système national d'épidémiosurveillance.

a) Au cours de la première mission en début d'année 1998 :

- mettre en place un protocole de détermination du taux de prévalence de maladies à forte incidence économique et sanitaire, pour le cheptel et/ou la santé publique ;
- conforter les méthodes de prélèvement et de diagnostic à recommander ;
- vérifier si les systèmes informatisés pour la saisie et le traitement des résultats sont adaptés et fonctionnels.

- b) Au cours des deux autres missions, au quatrième trimestre 1998 et au cours du premier semestre 1999 :
- évaluer les interprétations faites des résultats des analyses de laboratoire ;
  - au regard de ces résultats fournir des orientations relatives à la prise ou au renforcement des mesures prophylactiques vis-à-vis de ces pathologies ;
  - proposer un suivi épidémiologique des maladies et leur contrôle au travers des mesures de prophylaxie.

#### **I.4 - Mission Evaluation du projet**

Une mission devra avoir lieu en fin de projet, au cours du premier semestre de l'année 1999. Cette mission pourrait être conduite pendant deux semaines par deux experts, un vétérinaire épidémiologiste spécialiste des systèmes de santé animale et un zootechnicien économiste.

Profil requis : docteur vétérinaire épidémiologiste, spécialiste de l'organisation des moyens de lutte contre les grandes épizooties, ayant une grande expérience de la santé animale en Afrique et de l'évaluation de l'impact économique des projets d'élevage.

Objectifs : sur la base d'indicateurs du projet et de paramètres zootechniques, faire le bilan des actions du projet et de l'impact sur le développement de l'élevage.

Activités à conduire : la mission effectuera un bilan des actions du projet.

Elle tentera d'évaluer notamment :

- le niveau de sensibilisation des éleveurs à la peste bovine et le taux d'animaux vaccinés, le déroulement des campagnes de vaccination, l'efficacité du système logistique (formation des acteurs, intervention des groupements d'éleveurs, disponibilité des vaccins...), le marquage des animaux, le niveau de recouvrement des recettes de vaccination et le mode de participation progressive du FIDE aux campagnes (autofinancement du fonctionnement des campagnes de vaccination) ;
- le niveau de sensibilisation des éleveurs aux autres maladies du bétail ;
- l'évaluation du cordon sanitaire, les taux de vaccination et d'animaux séropositifs à la vaccination, dans le cordon et sur le reste du territoire ;
- le niveau d'activité des laboratoires, le nombre de prélèvements reçus et traités ;
- le suivi des paramètres zootechniques et l'évolution de la commercialisation, dans les marchés et aux frontières ;
- le niveau de diffusion des intrants vétérinaires, la qualité des soins dispensés aux animaux au niveau des groupements ;
- le nombre et la nature des formations réalisées dans le cadre du projet.

Elle tentera, à partir des éléments recueillis, de définir des orientations des activités à poursuivre, dans le cadre du projet ou comme mesures récurrentes.

## **II- MISSIONS HORS MARCHE ASSISTANCE TECHNIQUE**

### **II.1 - Mission d'étude des textes législatifs**

Profil requis : Vétérinaire Inspecteur, juriste, spécialiste de la législation vétérinaire, notamment dans les domaines de l'organisation des services vétérinaires et de l'institutionnel en général. Il travaillera en étroite collaboration avec un juriste centrafricain, spécialiste en droit public, connaissant bien les textes existants actuellement dans le domaine de l'élevage.

Objectifs : après une analyse/diagnostic des textes existants, l'expert fera des propositions pour une nouvelle législation, permettant à la filière élevage, à tous les niveaux d'acteurs, d'évoluer, de se moderniser et de se développer.

Activités à conduire : la mission interviendra sur l'organisation de l'exercice libéral de la médecine vétérinaire et de la pharmacie vétérinaire en se penchant plus particulièrement sur :

- la législation actuellement en vigueur régissant l'exercice de la profession vétérinaire ;
- l'organisation des différentes catégories professionnelles concernées.

A l'issue de l'analyse/diagnostic, elle fournira :

- un rapport diagnostic et des propositions d'organisation, de structuration et de réglementation de l'exercice libéral de la profession vétérinaire ;
- des propositions de textes législatifs et réglementaires visant à :
  - mettre en place un cadre légal de référence d'exercice de la profession vétérinaire sous la forme d'une loi pour la dispense des soins vétérinaires, le rôle des cliniques, des laboratoires et de toutes les activités associées ;
  - mettre en place un cadre légal de référence, sous forme d'une loi, visant à l'exercice de la pharmacie vétérinaire, de l'importation des médicaments et de leur distribution, du rôle des grossistes et des détaillants, de leurs droits et de leurs devoirs ;
  - définir les modes de délégation des missions de l'Etat en matière de police sanitaire et de santé publique (campagnes de vaccination obligatoires, contrôles aux frontières, prélèvements dans le cadre de réseaux d'épidémiosurveillance), vers quelques acteurs que ce soit et plus particulièrement vers les vétérinaires dans le cas particulier du mode d'organisation du "Mandat Sanitaire" ;
  - préciser le mode de désengagement des services publics en matière de médecine vétérinaire et éventuellement le transfert de bien qui s'y rapportent ;
  - instituer et organiser un Ordre des Vétérinaires et la définition d'un code de déontologie s'y référant ;



## **II.2 - Autres missions ultérieures à identifier**

- ⇒ La mission d'étude des textes législatifs pourrait déboucher sur l'identification d'une mission ultérieure qui pourrait aborder l'ensemble du processus de la privatisation, les besoins en ressources humaines pour la privatisation, mais également pour le renforcement du rôle de contrôle du service public. Elle aurait également à établir une planification de cette privatisation et à définir les moyens nécessaires pour faciliter les installations.
- ⇒ Eventuellement, dans l'hypothèse où les autorités Centrafricaines le souhaiteraient et devant les requêtes largement exprimées par les éleveurs, un bilan diagnostic de la trypanosomose pourrait être envisagé, son incidence sur le cheptel et le niveau actuel des moyens de lutte mis en oeuvre par les éleveurs et dans les groupements.

## **III - PRESENTATION DES EXPERTS**

### **III-1. Mission sensibilisation/communication**

Alain LE MASSON

### **III-2. Mission diagnostic laboratoire, surveillance épidémiologique et contrôle cordon sanitaire**

Pierre-Charles LEFEVRE  
Jean-Jacques TULASNE  
François ROGER

### **III-3. Mission évaluation du volet 1**

Léon LETENNEUR  
André MARTIN

### **III-4. Mission étude des textes législatifs**

Michel LOBRY

## **ANNEXE 3**

### **PRESENTATION des EXPERTS**

### ***Docteur Pierre-Charles LEFEVRE***

Les compétences du docteur LEFEVRE dans le domaine de la pathologie animale en général, de l'épidémiologie et de l'écopathologie sont largement reconnues.

Ancien responsable du laboratoire de pathologie animale au CIRAD-EMVT et ancien Directeur de ce Département, il est aujourd'hui Chargé de Mission par le CIRAD-EMVT auprès de l'O.I.E. Il reste très attaché à la mise en place de dispositifs efficaces d'épidémiosurveillance permettant, d'une part, de surveiller l'apparition et l'évolution des principales pathologies animales en région chaude et, d'autre part, de réaliser des diagnostics avec des méthodes modernes adaptées aux pays en développement.

### ***Monsieur Alain LE MASSON***

Alain LE MASSON s'est toujours vivement intéressé à l'organisation des éleveurs et aux méthodes de sensibilisation lui permettant de comprendre les thèmes techniques et organisationnels proposés par les organisations professionnelles, soit par les services de développement publics.

Sa longue expérience en Centrafrique et sa connaissance approfondie des éleveurs, des ressources alimentaires de la région et des principaux problèmes de pathologie lui permettront d'être immédiatement efficace pour l'organisation de missions d'appui.

Monsieur LE MASSON a récemment approfondi ses compétences pédagogiques par une participation en un mi-temps à la formation des étudiants et de professionnels de l'élevage en milieu tropical.

### ***Monsieur Léon LETENNEUR***

Léon LETENNEUR, chargé de mission auprès du Directeur du CIRAD-EMVT, responsable de la cellule valorisation et développement, possède une longue expérience en matière d'élevage tropical en général.

Il réalise depuis plusieurs années, dans de nombreux pays, des missions d'évaluation des études des filières et sectorielles soit régionales, soit nationales.

Son rôle essentiel sera de juger et si possible de mesurer l'impact sur le développement des actions entreprises dans le domaine de l'amélioration de la productivité du cheptel par des actions efficaces dans le domaine de la protection sanitaire.

Monsieur LETENNEUR participe actuellement, dans le cadre du consortium BERETEC/CIRAD-EMVT, au suivi et à l'évaluation du projet de développement de l'élevage et de gestion des parcours. A ce titre, il vient de participer à la mise en place d'une enquête sur la productivité du cheptel et a mis en place un dispositif de suivi dès le début 1997. Ce dispositif est particulièrement utile à l'évolution permanente du projet.

### ***Docteur Michel LOBRY***

Docteur Vétérinaire, Inspecteur Général, spécialiste des problèmes de législation vétérinaire, il s'est particulièrement spécialisé dans tous les problèmes concernant la pharmacie vétérinaire. Il est conseiller permanent auprès de l'Office International des Epizooties (OIE) et de diverses organisations internationales dans ce domaine.

### ***Docteur André MARTIN***

Docteur Vétérinaire, économiste, spécialisé dans les problèmes de santé animale, de productions animales et de développement dans les régions chaudes, André MARTIN est actuellement Directeur-adjoint au CIRAD-EMVT.

Il a acquis une grande expérience des projets de développement rural et d'élevage en particulier dans toute l'Afrique au Sud du Sahara et s'est notamment spécialisé :

- dans les domaines d'identification, de suivi et d'évaluation des projets,
- dans les domaines d'organisation institutionnelle et de privatisation de la profession vétérinaire.

### ***Docteur François ROGER***

Docteur Vétérinaire microbiologiste, spécialiste en épidémiologie et épidémiosurveillance, François ROGER a participé à la création et au démarrage du Laboratoire de diagnostic de Conakry en Guinée. Il a ensuite travaillé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1998 au Laboratoire de Debré-Zeit en Ethiopie sur les mycoplasmes des ruminants (péripleumonie contagieuse bovine, pleuropneumonie contagieuse caprine) et sur les morbilliviroses (peste bovine, peste des petits ruminants, nouvelles pathologies sur le chameau en Afrique de l'Est).

### ***Docteur Jean-Jacques TULASNE***

Docteur Vétérinaire. Directeur du laboratoire de pathologie animale au CIRAD-EMVT, il possède une expérience réussie dans l'organisation, le fonctionnement et les techniques de laboratoire. Il s'est notamment spécialisé en Afrique dans la mise en oeuvre spécifique des fonctions de diagnostic et de production.

Le Docteur TULASNE effectue actuellement de nombreuses missions d'appui dans le cadre de l'identification du Programme PARC, 8<sup>ème</sup> FED.